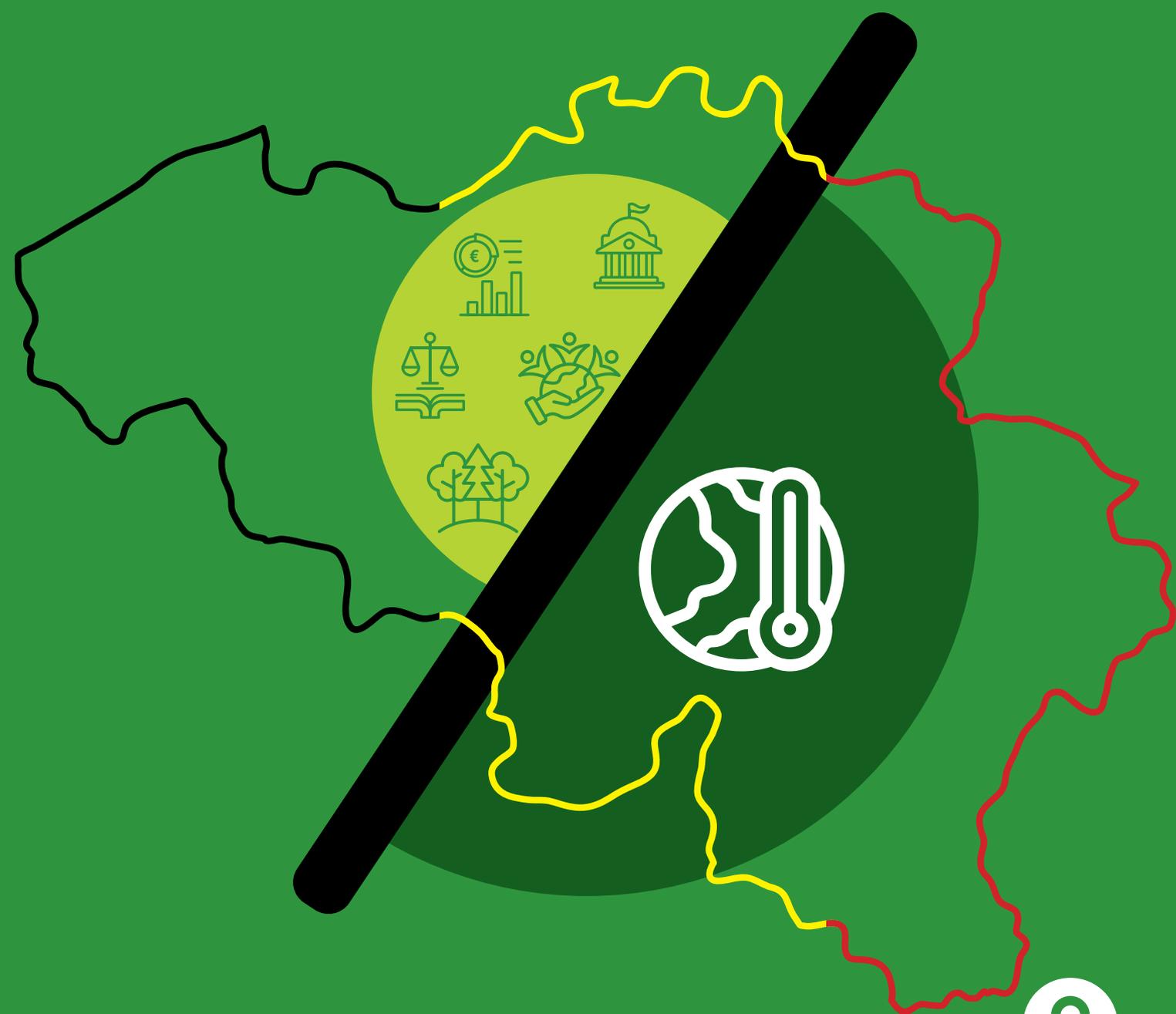


INÉGALITÉS CLIMATIQUES EN BELGIQUE

UN PETIT PAYS AVEC UNE EMPREINTE
CARBONE SURDIMENSIONNÉE



OXFAM
Belgique

© Oxfam Belgique, mai 2024

Ce document d'information a été rédigé par Rikst van der Schoor, avec la collaboration d'Alba Saray Pérez Terán, Astrid Nilsson Lewis, Jacqueline Persson, Jonathan Matthysen, Julien Desiderio et Louise Legein, entre autres. Avec nos remerciements à Louise Monville, Corinne Guichart et Eva Smets.

Pour plus d'informations sur le contenu de ce document d'information : info@oxfambelgie.be.

Cette publication est protégée par des droits d'auteur. Le texte peut toutefois être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, d'enseignement et de recherche, moyennant la mention de la source. Le détenteur des droits d'auteur demande de signaler toute utilisation, à des fins d'évaluation de l'impact de cette étude.

Oxfam Belgique, rue des Quatre-Vents, 1080 Bruxelles, Belgique.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	5
INTRODUCTION	7
1. ÉMISSIONS DE CO₂ EN BELGIQUE : FAITS ET CHIFFRES	9
1.1. Un petit pays avec un très grand impact	9
1.2. Le fossé du CO ₂ entre riches et pauvres	12
1.3. Accumulation des inégalités	17
2. LES 1% LES PLUS RICHES : CAUSES DES ÉMISSIONS DISPROPORTIONNÉES	18
2.1. Transport	18
2.2. Recommandations politiques : investir dans les transports en commun et les transports actifs	20
2.3. Investissements et industrie	22
2.4. Recommandations politiques : fiscalité et financement vert	24
3. LA MAJORITÉ DES BELGES SUPPORTE L'IMPACT DE LA CRISE CLIMATIQUE	26
3.1. Systèmes de soins et travail non rémunéré	27
3.2. Logement	31
3.3. Alimentation	32
4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES : RÉDUIRE LES INÉGALITÉS CLIMATIQUES	34
4.1. Recommandations politiques générales	34
4.2. Transport	35
4.3. Réformes fiscales, investissements et financement public	35
4.3. Systèmes de soins et travail non rémunéré	36
4.4. Logement	36
4.5. Alimentation	37
RÉFÉRENCES	38

Ce rapport est basé sur le rapport d'Oxfam International intitulé *Climate Equality: a planet for the 99%*, qui utilise des données du Stockholm Environmental Institute (SEI). La méthodologie de ce rapport est décrite en détail dans *Climate Equality: a planet for the 99% - Methodology Note* (2023).

Dans leur travail, le SEI et Oxfam utilisent les émissions basées sur la consommation, à savoir : les émissions de CO₂ produites dans un pays plus les émissions importées, moins les émissions exportées. En d'autres termes, les émissions d'une voiture qui circule en Belgique sont prises en compte, de même que les émissions de la production d'une voiture achetée en Belgique, mais pas celles d'une voiture produite en Belgique et vendue en Allemagne. Les émissions sont calculées pour le dioxyde de carbone (CO₂) et excluent les autres gaz à effet de serre en raison du manque de données.

La consommation de CO₂ est répartie entre les individus d'un même pays selon une relation fonctionnelle entre le revenu et les émissions, sur la base des données de la World Inequality Database. L'hypothèse centrale du rapport est que les émissions augmentent avec le revenu, depuis un minimum (le plancher) jusqu'à un maximum (le plafond). Le plancher repose sur l'hypothèse que chaque personne doit utiliser une certaine quantité de CO₂ pour vivre. Le plafond est basé sur les résultats d'études scientifiques. L'incertitude augmente à mesure que les revenus sont plus élevés, par manque de données représentatives. Il est donc tout à fait possible que certains individus génèrent encore plus d'émissions que le plafond de 300 tonnes de CO₂ par an.

Oxfam et le Stockholm Environmental Institute ont mis au point la méthodologie utilisée dans ce rapport à l'aide de données de l'Atlas Mondial du Carbone, de la World Inequality Database, des Penn World Tables et des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Des études descendantes similaires ont été menées notamment par Lucas Chancel et Thomas Piketty, avec des résultats comparables. D'autres études, comme celle d'Ivanova et Wood (2020), utilisent une méthode ascendante : les gens sont interrogés sur leurs dépenses et les émissions sont calculées sur cette base. Ici également, on retrouve les schémas décrits dans le présent rapport.

En complément de ces données, des recherches scientifiques, des rapports stratégiques commandés par divers organismes publics et des données statistiques de Statbel et de l'Union européenne sur la pauvreté, les impôts, les ménages, l'agriculture, l'espérance de vie, les LGBTQIA+, la pollution de l'air, les opinions, les compositions parlementaires, le tourisme et les transports ont été utilisés.

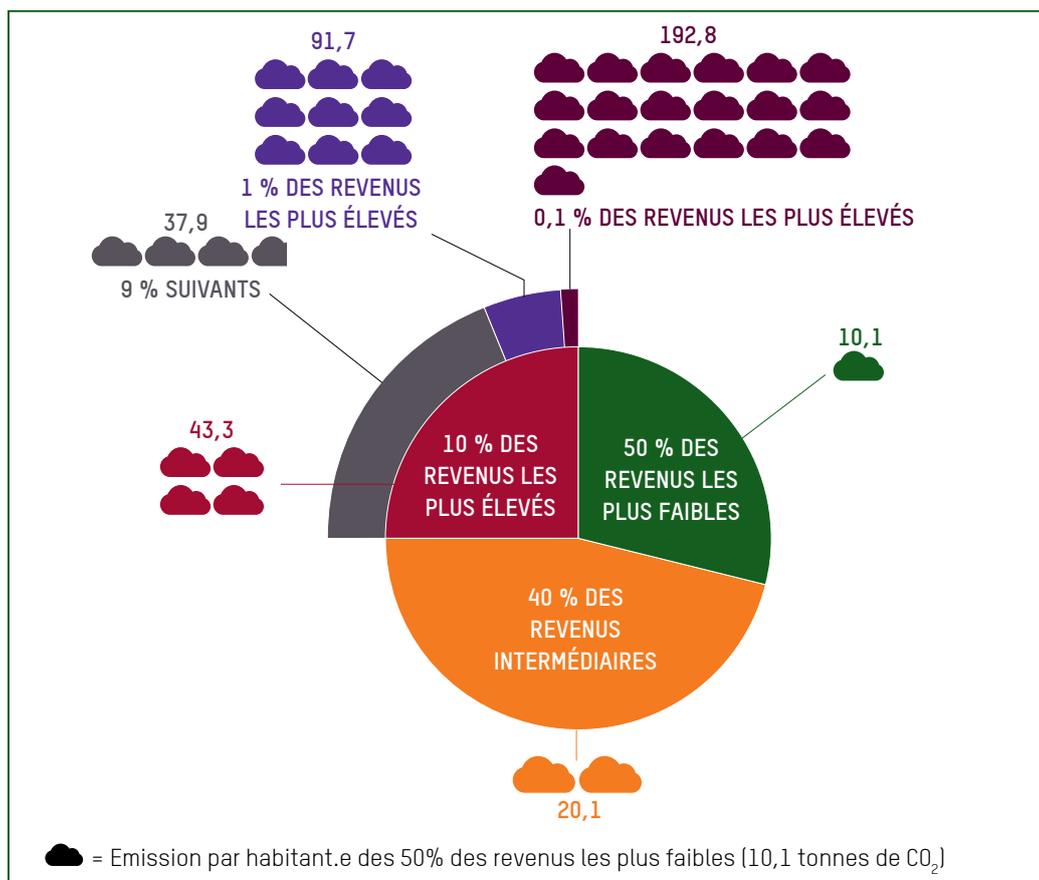
RÉSUMÉ



Le monde est confronté à des crises climatiques de plus en plus graves et à des inégalités affolantes. Les personnes, les entreprises et les pays les plus riches ont un impact destructeur sur la planète à travers leurs émissions colossales de carbone. Pendant ce temps, les personnes qui vivent dans la pauvreté, les groupes marginalisés et les pays à revenu faible ou intermédiaire sont les plus durement touchés par le dérèglement climatique. Les femmes et les filles, les populations autochtones et les autres groupes victimes de discrimination sont particulièrement désavantagés. Partout dans le monde, la population ressent les effets de la crise climatique, mais seuls les personnes et les pays les plus riches disposent de la capacité, du pouvoir et de l'influence nécessaires pour se protéger. Ce pouvoir s'accompagne d'une immense responsabilité.

La consommation par habitant-e en Belgique est extrêmement élevée et n'est devancée que par celle de Malte, en Europe. Dans le monde, la consommation moyenne n'est plus élevée que dans sept pays, principalement de petits États pétroliers.¹ Les émissions par habitant-e en Belgique sont plus élevées qu'aux États-Unis.

FIGURE 1 : ÉMISSIONS PAR GROUPE DE REVENUS (2019)



Notre étude montre que c'est principalement l'empreinte carbone excessive des plus riches qui est à l'origine des énormes émissions par habitant·e. En Belgique, les différences entre riches et pauvres sont très grandes : **les 1 % des personnes aux revenus les plus élevés consomment autant de dioxyde de carbone que les 15 % aux revenus les plus faibles.** Le budget carbone (ce qu'il reste de CO₂ avant que nous ne dépassions la limite de « sécurité » de 1,5 °C de réchauffement de la température mondiale) est rapidement épuisé. Chaque Belge consomme trop de CO₂, mais certain·e·s en consomment beaucoup plus que d'autres : là où le·a Belge moyen·ne épuise le budget carbone annuel en quelques mois, une personne appartenant aux 0,1% les plus riches le fait en moins d'une semaine.

L'inégalité en termes d'émissions est fortement liée à d'autres inégalités dans la société : inégalité des revenus, mais aussi de genre, d'origine ethnique, d'âge, de nationalité, de santé, de sexualité, de couleur de peau, de situation du logement, de niveau d'éducation, etc. Les 1% des personnes ayant les revenus les plus élevés ne sont pas représentatifs de la diversité de la société belge, mais se compose principalement d'hommes blancs d'âge moyen ayant un niveau d'éducation élevé. Parmi les revenus les plus faibles, les femmes, les personnes de couleur et les personnes ayant un niveau d'éducation moins élevé sont surreprésentées.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est clair : nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre au plus vite afin d'éviter les pires conséquences du dérèglement climatique et de ne pas dépasser en permanence la limite de 1,5 °C. D'ici 2030, les émissions de CO₂ doivent être inférieures de 48 % à celles de 2019 et d'ici 2050, le bilan doit être nul, puis les émissions de CO₂ devront être négatives.² La politique belge actuelle est insuffisante pour atteindre ces objectifs. La Flandre n'atteindra même pas l'objectif de 2030.³ En tant que grand émetteur mondial, avec également une responsabilité historique majeure dans la consommation cumulée du budget carbone total, la Belgique doit prendre la tête de la transition verte. Si nous ne le faisons pas, le réchauffement de la planète coûtera à la seule Belgique quelque 9,5 milliards d'euros par an en dommages causés par la chaleur, la sécheresse et les inondations.⁴ Sans parler du lourd tribut humain, en Belgique et dans le reste du monde.

Ce scénario peut être évité. Des alternatives bien pensées et prêtes à l'emploi existent. Avec des objectifs climatiques ambitieux et contraignants, du courage politique et un système fiscal ciblé, nous pouvons améliorer notre aménagement du territoire, réduire notre dépendance à la voiture, rendre nos logements plus durables, renforcer notre économie des soins de santé, assurer l'avenir de notre approvisionnement alimentaire et mettre fin à notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Ce n'est qu'en réduisant radicalement les inégalités que nous pouvons sauver la planète tout en garantissant le bien-être de tou·te·s.

C'est pourquoi Oxfam demande aux responsables politiques belges d'introduire un impôt sur la fortune, de réduire fortement les inégalités, d'éliminer progressivement les combustibles et carburants fossiles, de restreindre les émissions excessives des 1% les plus riches et d'investir à grande échelle dans l'aménagement du territoire, le logement, le système alimentaire et le système de soins.

INTRODUCTION



L'année 2024 a commencé par un triste record : nous avons appris que 2023 a été la première année où le réchauffement climatique a dépassé 1,5 °C.⁵ Les températures moyennes de l'air dans le monde ont franchi ce seuil presque quotidiennement. Un réchauffement d'un degré et demi signifie un risque accru de vagues de chaleur extrême, de sécheresses, d'incendies de forêt et d'inondations, entraînant d'énormes dégâts pour les personnes, les bâtiments et la nature.⁶ Il est essentiel d'agir. Nous devons tout mettre en œuvre pour que 1,5 °C ne devienne pas la nouvelle normalité et nous devons éviter d'atteindre 2 °C, car le risque de franchir des points de basculement sans retour augmenterait alors considérablement, ce qui accélérerait encore la crise climatique.⁷

Selon le GIEC, il ne reste que peu du budget carbone, c'est-à-dire de la quantité de CO₂ que nous pouvons émettre pour ne pas dépasser cette limite de 1,5 °C.⁸ Ce budget carbone est d'environ 2,8 tonnes de CO₂ par personne et par an, mais à l'heure actuelle, pratiquement tous les Belges dépassent cette limite.⁹ Selon les prévisions, les émissions de CO₂ des 1% de Belges ayant les revenus les plus élevés devraient être près de 70 fois supérieures à cette « limite de sécurité » en 2030. Les principales causes de cette empreinte carbone extrême sont le transport (aviation) et les investissements polluants.

La crise climatique est indissociablement liée à la crise des inégalités. C'est pourquoi Oxfam parle de *crises jumelles*. Les revenus élevés sont associés à une consommation élevée de CO₂, ce qui nous oblige à réorganiser notre modèle de consommation. Les inégalités sont à l'origine de la crise climatique. Se concentrer exclusivement sur des interventions techniques ne suffit donc pas pour résoudre cette dernière. Le GIEC met en garde contre le fait qu'accorder trop d'importance à « l'innovation technologique peut conduire à des compromis susceptibles de compromettre les progrès réalisés en ce qui concerne tant l'atténuation que d'autres objectifs de développement durable (ODD). »¹⁰ L'innovation technologique dépend généralement de métaux rares et d'autres matières premières rares, qui sont souvent extraits dans des conditions inhumaines, sans respect des droits des populations autochtones.¹¹ Les inégalités ne font dès lors que s'accroître, surtout lorsque les produits ne sont accessibles qu'à une partie de la société.

La crise climatique a été causée par d'immenses inégalités, est exacerbée par les inégalités et aggrave les inégalités. Pour lutter contre la crise climatique, un changement systémique, qui s'attaque également à l'augmentation exponentielle des inégalités, est nécessaire et nous ne pouvons pas compter uniquement sur les technologies.

Dans ce rapport, nous examinons plusieurs de ces inégalités, en mettant l'accent sur la Belgique. Nous utilisons délibérément le pluriel, car les inégalités vont au-delà du revenu. En matière d'inégalités, il existe également une forte corrélation avec le niveau d'instruction, le genre, l'âge, l'origine ethnique, la santé, l'orientation sexuelle, le lieu de résidence, la composition familiale, le niveau de richesse, la langue, etc. Ces inégalités sont souvent « intersectionnelles » : les différents types d'oppression (tels que le sexisme, l'homophobie et le racisme) ne sont pas indépendants les uns des autres, mais créent, ensemble, une sorte d'intersection de plusieurs formes de discrimination.¹²

BOX 1. Méthodologie courte

Ce rapport utilise les données analysées du Stockholm Environmental Institute et d'Oxfam International sur les émissions de CO₂ et les revenus, ainsi qu'à des données de Statbel et d'Eurostat, entre autres, sur les inégalités intersectionnelles. Tous les calculs destinés aux statistiques peuvent être consultés dans le rapport international d'Oxfam, « *Climate and Inequality Flagship Report. Methodology Note* ». ¹³ Nous avons utilisé les données relatives aux inégalités du Stockholm Environmental Institute afin de mieux comprendre les profils d'émissions et les vulnérabilités. Ce rapport utilise les émissions basées sur la consommation, qui tiennent compte des émissions générées dans d'autres parties du monde par les biens importés et consommés en Belgique. Pour en savoir plus sur les différents types de méthodes d'allocation des émissions, voir l'encadré 4 au chapitre 2.3.

Le coût de l'action climatique est élevé, mais il est éclipsé par celui de l'inaction. En l'absence d'interventions climatiques et d'investissements dans ce domaine, la crise climatique pourrait coûter 9,5 milliards d'euros par an à la Belgique. La mortalité due au dérèglement climatique pourrait atteindre plus de 900 décès directs par an d'ici vingt-cinq ans. ¹⁴ Lors des années où les conditions météorologiques sont défavorables, les rendements des récoltes diminueront de plus d'un tiers dans certaines catégories de denrées, ce qui aura des conséquences désastreuses pour le secteur agricole. ^{a, 15} En revanche, une évolution vers une société plus durable pourrait mieux protéger les agriculteur·trice·s contre ces effets négatifs.

2024 est une année électorale pour la Belgique et pour l'Union européenne. La grande majorité des gens veulent lutter contre le dérèglement climatique. **85 % des Belges estiment que la prise en charge de la crise climatique devrait être une priorité pour les responsables politiques de leur pays et 89 % souhaitent que le gouvernement travaille sur les énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne et l'énergie solaire.** Il y a du pain sur la planche : deux tiers des Belges pensent que le gouvernement n'en fait pas assez pour lutter contre le dérèglement climatique. ¹⁶ Oxfam appelle les responsables politiques à œuvrer en faveur d'une transition climatique juste et à réduire les inégalités en Belgique au cours de la prochaine législature.

a Les éventuels gains liés à l'augmentation de la température et de l'intensité du carbone atmosphérique ne compensent pas les effets négatifs : « D'ici la fin du siècle, les effets négatifs du dérèglement climatique devraient éclipser les effets potentiellement bénéfiques de la fertilisation au CO₂ et de l'allongement de la saison de croissance, ce qui se traduira par un impact négatif net pouvant atteindre 606 millions d'euros par an ».

1. ÉMISSIONS DE CO₂ EN BELGIQUE : FAITS ET CHIFFRES

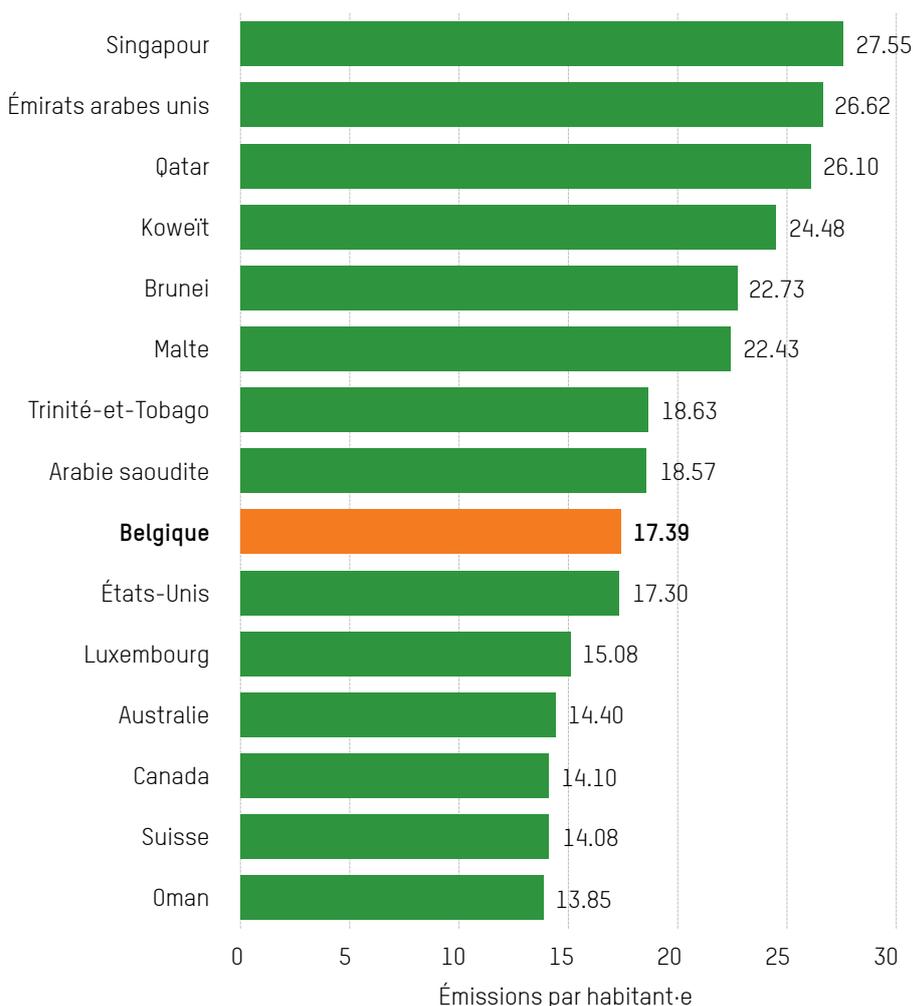


1.1. UN PETIT PAYS AVEC UN TRÈS GRAND IMPACT

Nous vivons dans une ère où les incidences sur le climat s'intensifient. Les dommages causés par le dérèglement climatique sont une réalité coûteuse et mortelle. L'augmentation des températures s'accompagne d'une augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes. Les vagues de chaleur qui survenaient une fois par décennie sont déjà presque trois fois plus probables. Avec un réchauffement de 1,5 °C, elles devraient être quatre fois plus fréquentes. En Belgique, le nombre de jours de canicule par an passera de 4 à 27 dans les zones rurales et à 41 dans les zones urbaines, selon les estimations.^{17,18}

FIGURE 2.A : ÉMISSIONS DE LA BELGIQUE PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS DU MONDE

BELGIQUE 9^{ÈME} PAYS AU MONDE OÙ LES ÉMISSIONS PAR HABITANT.E SONT LES PLUS ÉLEVÉES



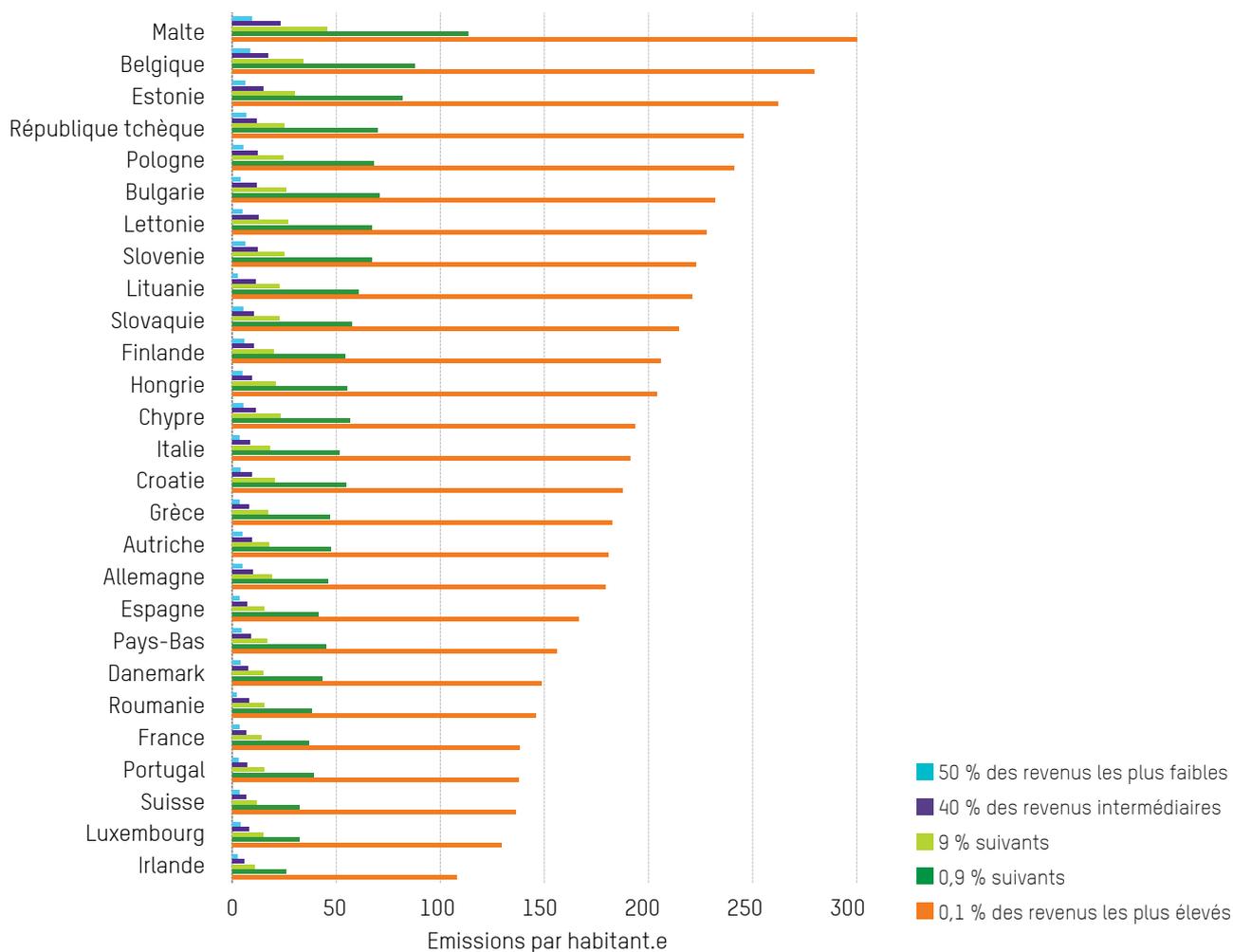
Une analyse réalisée par *Save the Children* montre qu'un enfant né en 2020 connaîtra en moyenne 2 fois plus d'incendies de forêt, près de 3 fois plus d'inondations et de mauvaises récoltes et 2,6 fois plus de sécheresses qu'une personne née en 1960.¹⁹ Un petit groupe de pays, dont la Belgique, joue un rôle disproportionné dans la crise climatique.

La Belgique est un pays relativement petit. Cependant, ce qui se passe en Belgique a des répercussions mondiales : les émissions par habitant·e en Belgique se situent dans le top trois européen et dans le top dix mondial.²⁰ **Si nous tenons compte de la responsabilité historique, la Belgique, par habitant·e, se classe numéro 6 au niveau mondial, en raison de la colonisation du Congo.**²¹ Et bien que les inégalités en Belgique soient importantes, tous les déciles gagnent plus que la moitié la plus pauvre du monde. En outre, tous les Belges émettent plus de CO₂ qu'il n'est sûr de le faire pour rester dans les limites d'un réchauffement de 1,5 °C en 2030.

La société belge a également contribué de manière disproportionnée à la constitution du « budget carbone » (*carbon budget*). **Entre 1990 et 2019, les 1% les plus riches de la planète ont utilisé 12 % de ce budget et les 10 % les plus riches en ont utilisé collectivement 40 %.**

Dans le même temps, la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'a utilisé que 5 % du budget. Ce groupe ne comporte aucun Belge, car les Belges font tous partie de la moitié la plus riche.²²

FIGURE 2.B : ÉMISSIONS DE LA BELGIQUE PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS DE L'UE

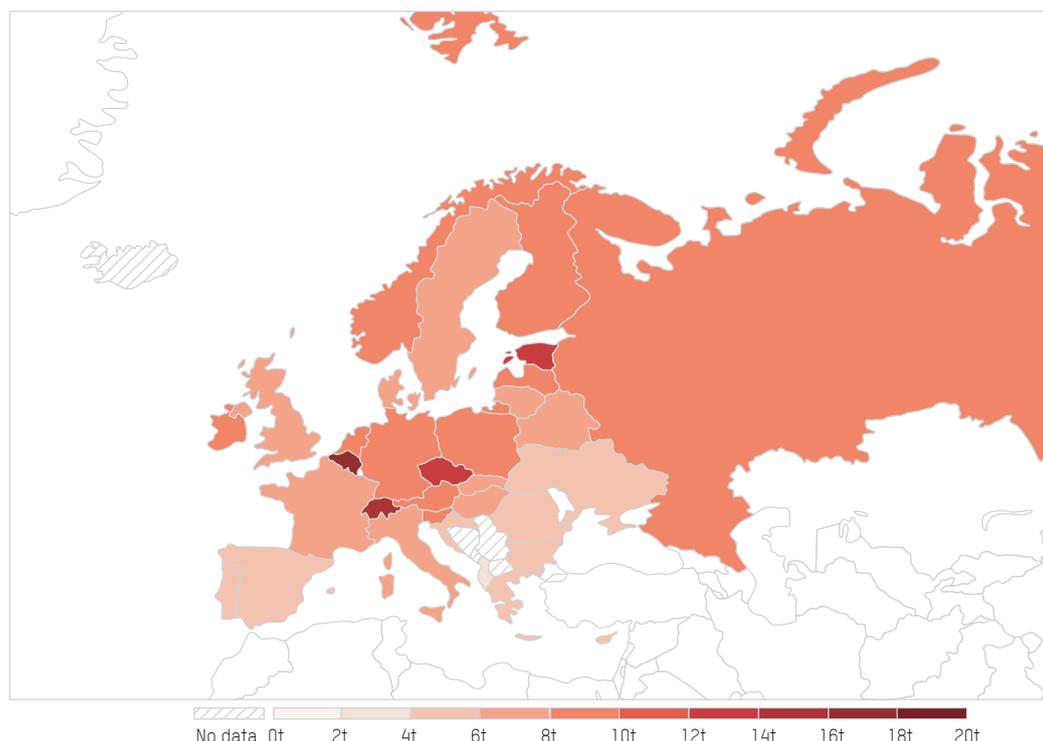


Les 0,1 % et 1 % les plus riches de Belgique génèrent des émissions non seulement au niveau national, mais ils émettent aussi une quantité extrêmement élevée de CO₂ dans toute l'Europe, comme le montre ce graphique du Stockholm Environmental Institute.²³ Seul le petit État insulaire de Malte dépasse les émissions de CO₂ des super riches belges. D'autres études montrent également que les émissions belges sont très élevées par rapport aux autres pays européens, comme nous pouvons le voir sur cette carte de Our World in Data.²⁴

FIGURE 3 : ÉMISSIONS DE CO₂ PAR HABITANT-E, SUR LA BASE DE LA CONSOMMATION, 2021

Per capita consumption-based CO₂ emissions

Consumption-based emissions are national emissions that have been adjusted for trade. It's production-based emissions minus emissions embedded in exports, plus emissions embedded in imports.



Data source: Global Carbon Budget (2023); Population based on various sources (2023)
<https://ourworldindata.org/co2-and-greenhouse-gas-emissions>

Si nous comparons les émissions des 10 % ayant les revenus les plus élevés en Belgique avec celles des 10 % ayant les revenus les plus élevés dans le monde, nous constatons que les émissions par habitant-e en Belgique sont près de deux fois plus élevées que la moyenne des 10 % ayant les revenus les plus élevés dans le monde.^b Les Belges émettent énormément de CO₂, même parmi les 10 % de revenus les plus élevés dont les émissions de CO₂ sont déjà excessives.

Les Belges émettent également beaucoup de CO₂ par rapport aux autres pays riches de l'UE. **En Suède, une personne se situant parmi les 10 % de revenus les plus élevés émet environ un tiers de ce qu'émet un Belge appartenant à la même catégorie de revenus.**^{c, 25} D'un point de vue géographique, ces chiffres sont inattendus, car il fait beaucoup plus froid en Suède en hiver. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'environ la moitié de l'énergie produite en Suède est issue de sources renouvelables telles que l'eau, le vent et le soleil.²⁶ En outre, l'isolation

b Émissions par habitant-e des 10 % ayant les revenus les plus élevés en Belgique : 43,3 tonnes de CO₂. Émissions par habitant-e des 10 % ayant les revenus les plus élevés dans le monde : 24 tonnes de CO₂.

c Émissions par habitant-e des 10 % ayant les revenus les plus élevés en Suède : 15 tonnes de CO₂.

des maisons suédoises est nettement meilleure, de sorte qu'il n'y a pratiquement pas de perte d'énergie vers l'extérieur, et environ la moitié des besoins de chaleur sont satisfaits grâce à un chauffage centralisé efficace (« Fjärrvärme »).^{27, 28, 29} Si toutes les maisons belges étaient isolées correctement, la différence en termes d'émissions annuelles de carbone serait énorme.³⁰

Bien que les personnes et les pays riches soient à l'origine de la crise climatique, ce ne sont pas les plus durement touchées. Les plus durement touchés sont les personnes en situation de pauvreté, les groupes marginalisés, de petits États insulaires et d'autres pays particulièrement vulnérables. Ce processus cruel et d'une inégalité flagrante est qualifié d'« apartheid climatique ».^{31, 32} Ce fossé entre riches et pauvres est en corrélation avec d'autres lignes de fracture telles que le genre, l'appartenance ethnique et la classe sociale. Par rapport aux hommes, les femmes — en particulier celles qui ont un statut socioéconomique plus faible — ont un accès moindre à l'aide et au soutien, un taux de survie plus faible et une espérance de vie plus courte après une catastrophe climatique.^{33, 34} Les populations autochtones sont également affectées de manière disproportionnée par le dérèglement climatique.³⁵

Les pays les moins responsables du dérèglement climatique, en particulier les pays à revenu faible et intermédiaire, subissent les plus graves conséquences de la crise climatique. Ils sont également les moins à même d'y réagir ou de s'en remettre, tandis que les pays à revenu élevé sont parmi ceux qui en ressentent le moins l'impact. Les personnes à faible revenu (femmes, personnes de couleur, personnes âgées...) vivent souvent dans des zones plus sensibles aux inondations, aux fortes précipitations, au stress thermique et aux tempêtes, telles que des lits de rivière asséchés et des régions côtières mal protégées.^{d, 36, 37} Elles vivent souvent dans des maisons provisoires de piètre qualité, où les normes élémentaires de sécurité de la construction ne sont pas respectées.³⁸ Elles sont aussi souvent moins bien informées sur le dérèglement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes.³⁹ En outre, elles n'ont généralement pas de réserves financières et ne bénéficient pas d'un accès à l'aide sociale, à la sécurité sociale ou aux assurances pour faire face à une situation d'urgence.⁴⁰

1.2. LE FOSSÉ DU CO₂ ENTRE RICHES ET PAUVRES

les 1% les plus riches du monde émettent plus de CO₂ que les 66 % les plus pauvres de l'humanité. Nous observons également une tendance similaire en Belgique. Plus les personnes ont un revenu élevé, plus leurs émissions sont importantes et plus le ratio est asymétrique : **les 1% des revenus les plus élevés émettent à peu près autant de CO₂ que les 15 % de Belges les plus pauvres.**^e En d'autres termes, les émissions de l'équivalent de la population de Namur (115 393 personnes) sont égales aux émissions cumulées de l'équivalent des habitants des deux plus grandes villes de Belgique, à savoir Bruxelles et Anvers, où vivent, au total, 1 730 899 personnes. Ce déséquilibre provoque des conséquences importantes en Belgique et catastrophiques dans le monde entier.

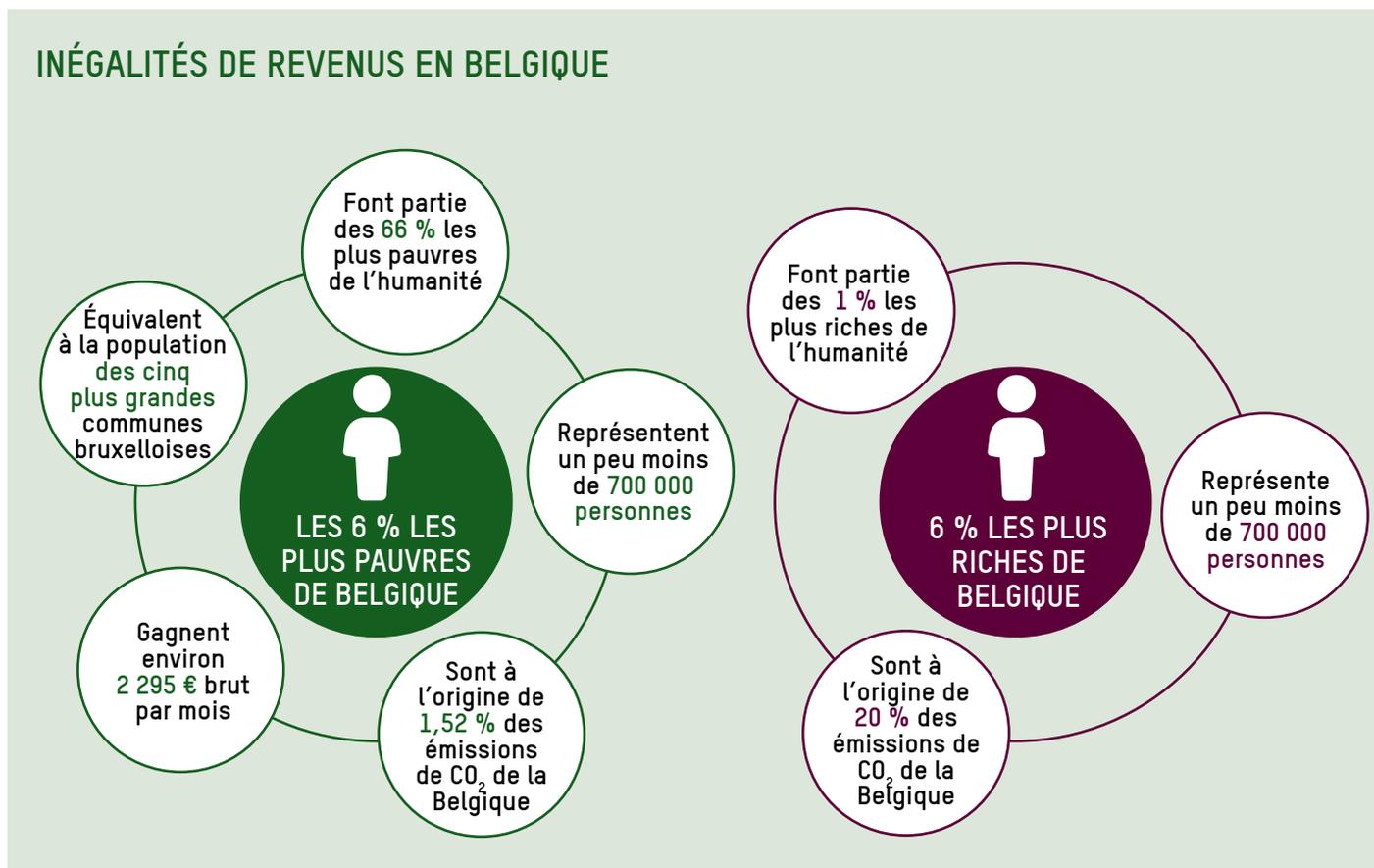


BIEN QUE LES PERSONNES ET LES PAYS RICHES SOIENT À L'ORIGINE DE LA CRISE CLIMATIQUE, CE NE SONT PAS LES PLUS DUREMENT TOUCHÉES.

d L'excès d'eau dans ces zones est évacué lentement, ce qui augmente les risques de maladies telles que le paludisme et la dengue.

e Émissions des 1% ayant les revenus les plus élevés en 2019 : 11,0 mégatonnes de CO₂. Émissions des 15 % ayant les revenus les plus faibles en 2019 : 11,3 mégatonnes de CO₂.

FIGURE 4 : ÉMISSIONS PAR HABITANT·E ET BUDGET CARBONE DE SÉCURITÉ, EN TONNES DE CO₂, 2019



L'inégalité entre les super riches et les très riches est encore plus frappante. Si nous zoomons encore plus sur les 0,1% les plus riches, nous constatons que ce petit groupe d'un peu plus de 10 000 personnes (l'équivalent de deux fois la Grand-Place de Bruxelles) émet la même quantité de CO₂ qu'un groupe de la taille de la population totale de la province du Brabant wallon (soit les 416 573 Belges ayant les revenus les plus faibles).^f

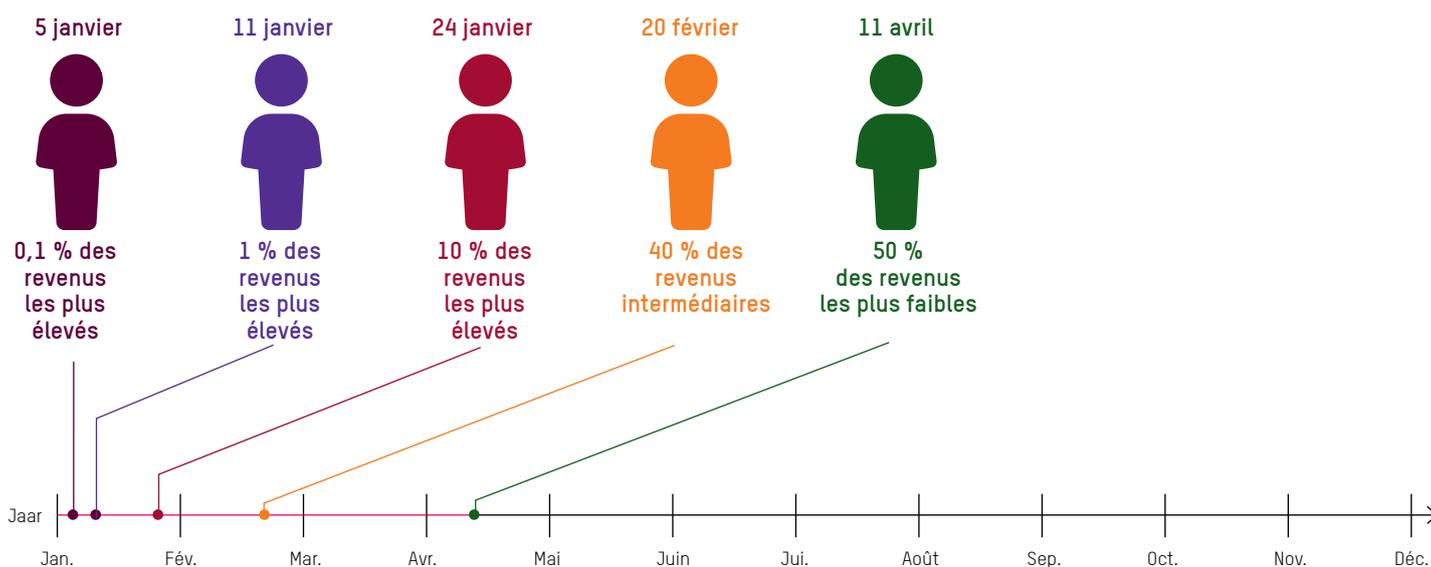
^f Émissions des 1% ayant les revenus les plus élevés en 2019 : 2,2 mégatonnes de CO₂. Émissions des 4% ayant les revenus les plus faibles en 2019 : 2,1 mégatonnes de CO₂.

BOX 2 : Calendrier du budget carbone

Quel jour le budget carbone est-il épuisé ? Le niveau d'émissions de sécurité est de 2,8 tonnes de CO₂ par personne et par an. Tous les Belges le dépassent, mais pas à la même vitesse :

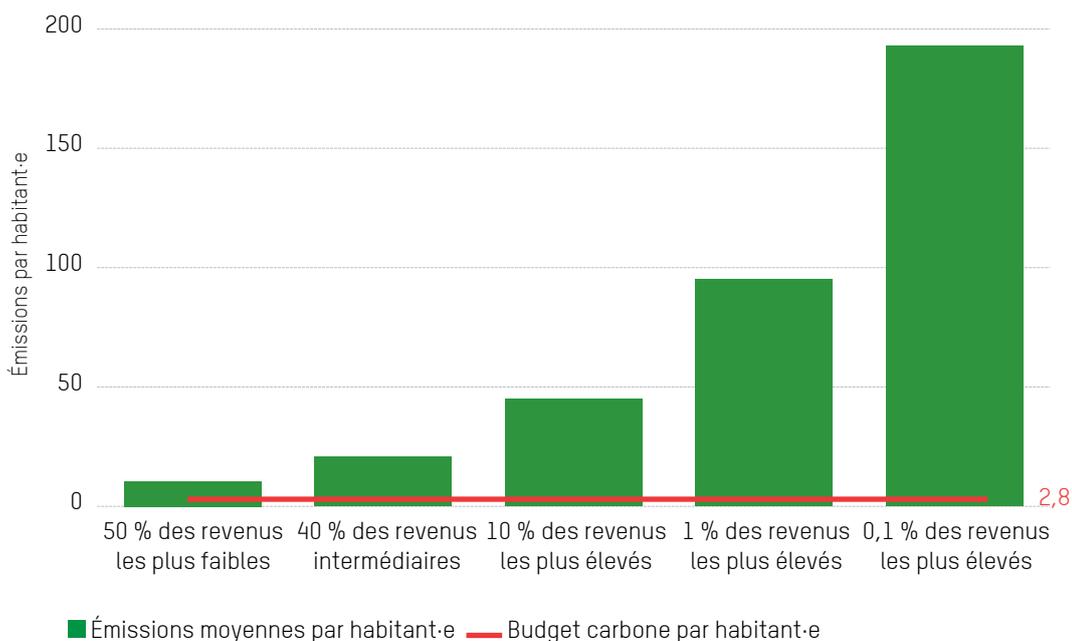
- Le 5 janvier, les 1% les plus riches ont déjà épuisé son budget carbone de l'année en cours — en d'autres termes, il consomme 6 budgets par mois !
- Le 11 janvier, les 1% les plus riches ont déjà épuisé son budget carbone de l'année en cours — en d'autres termes, il consomme 3 budgets par mois !
- Le 24 janvier, les 10 % les plus riches ont déjà épuisé leur budget carbone de l'année. Le 20 février, les 40 % aux revenus intermédiaires ont déjà épuisé leur budget carbone de l'année.
- Le 11 avril, les 50 % aux revenus les plus faibles ont épuisé leur budget carbone de l'année.

FIGURE 5 : LE CALENDRIER DU BUDGET CARBONE
QUAND LE BUDGET CARBONE EST-IL ÉPUISÉ ?



Les Belges comptant parmi les 1% des revenus les plus élevés émettent en moyenne près de dix fois plus de CO₂ que les 50 % de revenus les plus faibles. Pour les 1% des revenus les plus élevés, ce chiffre est même dix-neuf fois supérieur.^g Pour atteindre les objectifs du GIEC, les émissions des 1% des revenus les plus élevés devront être 70 fois plus basses en 2030, par rapport à 2019, afin de rester dans les limites de sécurité.

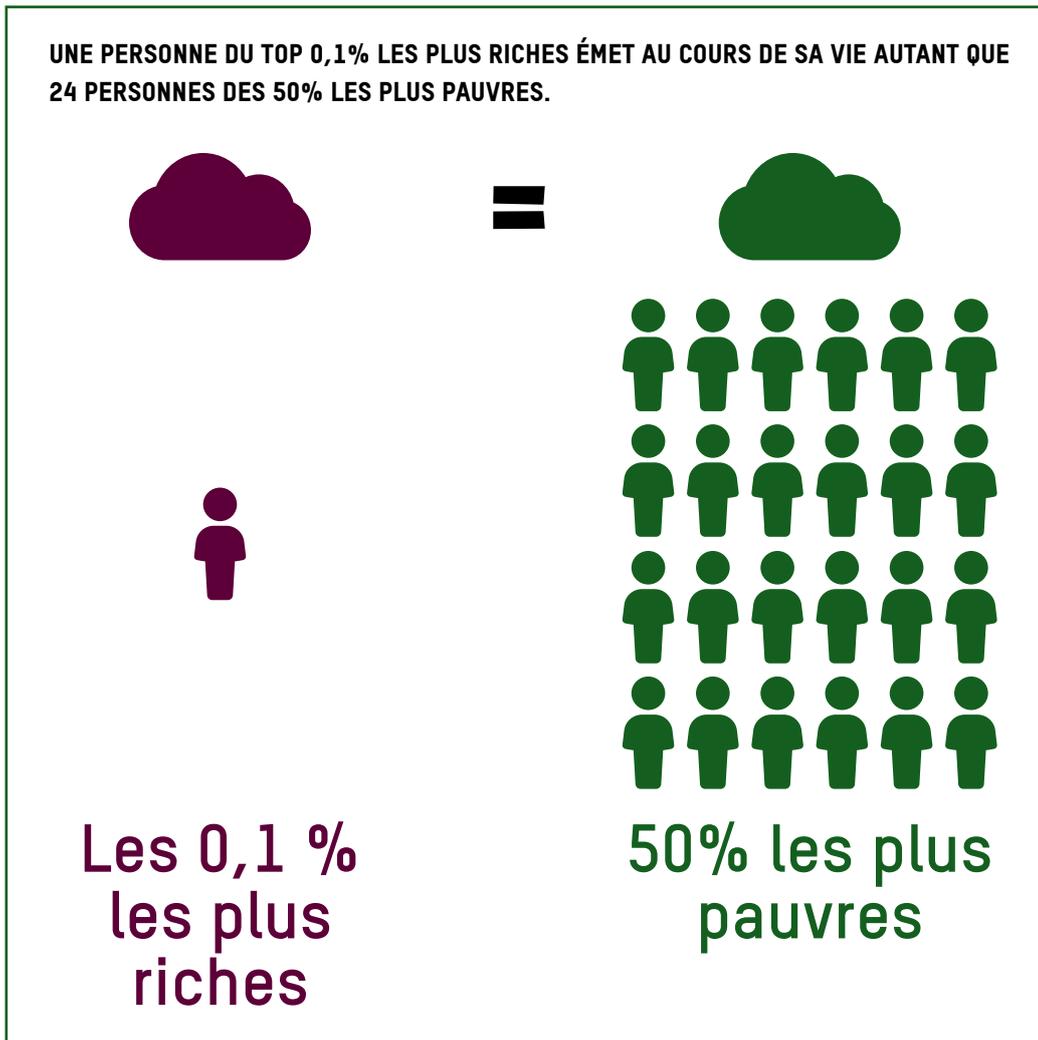
FIGURE 6 : ÉMISSIONS PAR HABITANT·E ET BUDGET CARBONE DE SÉCURITÉ, EN TONNES DE CO₂, 2019



^g Plus les revenus augmentent, plus les émissions deviennent extrêmes. Parmi les 1% des revenus les plus élevés, les 0,1 % supérieurs émettent, selon les estimations, trois fois plus de CO₂ que le groupe ayant le revenu le plus bas au sein de cette tranche de revenus déjà très élevés.

Cette répartition inégale des émissions totales de CO₂ en Belgique n'a pratiquement pas changé au cours des trente dernières années. La consommation de CO₂ de tous les Belges a augmenté depuis 1990, mais **les émissions absolues de CO₂ des plus hauts revenus ont augmenté beaucoup plus que celles des revenus les plus faibles**. Alors que la moitié la plus pauvre de la population a consommé 1,7 tonne de CO₂ supplémentaire par personne en 2019 par rapport à 1990, les 1% les plus riches en ont consommé trois fois plus (4,6 tonnes supplémentaires). En d'autres termes, non seulement les Belges les plus riches émettent beaucoup plus de CO₂, mais leurs émissions augmentent plus que celles de la majorité des habitant-e-s du pays.

FIGURE 7 : ÉMISSIONS DURANT UNE VIE



Les Belges les plus riches sont ceux qui ont le plus accès aux technologies permettant de réduire les émissions de CO₂, telles que les panneaux solaires, l'isolation et les voitures électriques. Pourtant, cet accès ne mène pas à une réduction des émissions de CO₂. Cela peut indiquer que les bénéfices des technologies énergétiquement efficaces ne compensent pas l'augmentation de la consommation d'énergie. Les choix perçus comme écologiques dans un domaine semblent conduire à une plus grande consommation dans d'autres domaines, comme des voyages en avion ou des investissements dans des énergies fossiles. Il est donc important de décarboniser, et aussi de réduire la consommation totale d'énergie.

Les revenus excessifs s'accompagnent donc d'émissions excessives. Pour illustrer ce propos, examinons les émissions des Belges au cours de leur vie, soit 81,6 ans en moyenne en 2019.^{h 41} Les 0,1 % les plus riches de la population belge émettent autant de carbone en à peine 3 ans et 5 mois (transport, chauffage, alimentation, vacances, etc.) que la moitié la plus pauvre de la population belge durant toute sa vie. Parmi les 1 % des revenus les plus élevés, ce chiffre est de 9 ans. L'impact des très riches est beaucoup plus lourd que celui des Belges moyen-ne-s.

1.3. ACCUMULATION DES INÉGALITÉS

Dans le décile des revenus les plus élevés, sept personnes sur dix sont des hommes. Dans le décile des revenus les plus faibles, ce rapport est inversé : trois quarts des Belges ayant les revenus les plus faibles sont des femmes. Ainsi, le groupe dont les émissions de CO₂ sont de loin les plus élevées est donc composé en grande partie d'hommes, tandis que le groupe dont les émissions sont les plus faibles est composé principalement de femmes. Des études confirment que les hommes consomment chaque jour de 8 à 40 % d'énergie en plus, surtout en raison de modes de transport différents. Nous revenons sur ce point au chapitre 2.1.

Statbel ne fournit généralement pas une ventilation plus spécifique que les déciles de revenus. Les données donnent donc une image faussée des revenus les plus élevés. **Cependant, d'autres données montrent que les revenus reflètent et renforcent d'autres structures de pouvoir, comme les inégalités sociales liées notamment au genre et à l'origine ethnique.** Ainsi, les personnes qui ont le salaire le plus élevé dans les entreprises belges sont presque exclusivement des hommes (82 % des membres des comités de direction sont des hommes)⁴², les postes les mieux rémunérés en politique sont largement occupés par des hommes (ils représentent la majorité absolue à tous les niveaux politiques),⁴³ les sportifs masculins de haut niveau gagnent plus que leurs homologues féminines⁴⁴ et environ deux propriétaires d'entreprise sur trois sont des hommes.^{45 46} En outre, ce sont les personnes qui gagnent le plus qui déterminent la direction qu'emprunte notre pays. Elles définissent la politique aux différents niveaux, dirigent les entreprises, supervisent, administrent les banques et décident des investissements, établissent les stratégies et détiennent les médias.



LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE D'ÉMISSIONS DE CO₂ SONT ÉTROITEMENT LIÉES AUX INÉGALITÉS ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES, AINSI QU'À D'AUTRES INÉGALITÉS DANS LA SOCIÉTÉ.

h L'espérance de vie moyenne en Belgique en 2019 était de 81,59 ans. Avec des émissions de 10,1 tonnes de CO₂ par an, les émissions au cours d'une vie atteignent 822 tonnes de CO₂. N. B. : l'espérance de vie n'a pas été ajustée en fonction du niveau de revenus, car ces chiffres sont manquants. On sait toutefois qu'un faible revenu est lié à une espérance de vie nettement inférieure, la Belgique étant l'un des pays les plus mal lotis en Europe au niveau des inégalités en matière de santé.

2. LES 1 % LES PLUS RICHES : CAUSES DES ÉMISSIONS DISPROPORTIONNÉES

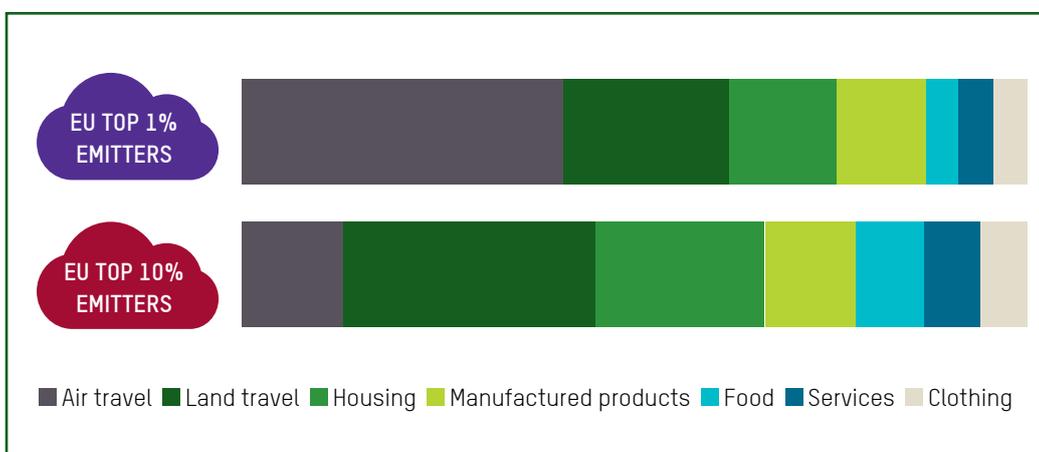


Les pays et les personnes les plus riches sont non seulement à l'origine de la crise climatique, mais ils sont aussi les mieux protégés contre celle-ci. Dans ce chapitre, nous approfondissons les raisons pour lesquelles cette tranche de revenus supérieurs génère beaucoup plus d'émissions. Alors que la plupart des Belges utilisent l'énergie pour le chauffage et l'alimentation, les centiles les plus élevés se distinguent par leurs énormes émissions au profit de leurs investissements et leurs transports.⁴⁷

2.1. TRANSPORT

Une des principales causes de l'empreinte carbone plus élevée est le transport, en raison de l'utilisation importante de carburants fossiles.^{i, 48, 49} Parmi les 1 % qui émettent le plus de CO₂, près de deux tiers des émissions liées à la consommation (62 %) proviennent du transport aérien (41 %) et du transport terrestre (21 %).^{50, 51} Plus les déplacements en avion ou en voiture sont nombreux, plus les émissions sont élevées. Ce facteur explique en grande partie l'empreinte carbone plus élevée des hommes : ils effectuent des déplacements en voiture plus longs et plus fréquents que les femmes.^j C'est aussi l'une des principales raisons pour lesquelles les personnes à faibles revenus émettent aussi moins de CO₂ : elles représentent la majorité des ménages sans voiture et prennent rarement l'avion.^{52, 53} Le transport représente donc une part beaucoup plus petite de leur empreinte carbone.⁵⁴

FIGURE 8 : PRINCIPALES CATÉGORIES DE CONSOMMATION PARMIS LES PLUS GRANDS ÉMETTEURS DE L'UE (2010)



i En outre, les infrastructures sont affectées par la chaleur, ce qui donne lieu à des coûts incalculables à la suite de dommages directs et indirects.

j Cette situation est fortement liée aux stéréotypes de genre et à la structure genrée de la société dans des domaines tels que les soins et les moyens de subsistance.

Aviation

Beaucoup de personnes prennent peu l'avion, et peu de personnes prennent beaucoup l'avion. 1 % seulement de la population mondiale est responsable de la moitié des émissions de l'aviation commerciale.^{55, 56} De nombreux vols sont des court-courriers et peuvent facilement être remplacés par le train. Plusieurs vols à destination de Francfort, Londres, Paris et Amsterdam décollent chaque jour de Brussel Airport à Zaventem, par exemple, alors qu'il existe des liaisons ferroviaires directes vers ces villes depuis Bruxelles.⁵⁷ Un argument fréquemment utilisé en faveur de l'avion est que le train est plus cher, mais cela ne s'applique pas aux revenus les plus élevés, qui prennent le plus souvent ces court-courriers. Ces personnes gagnent en effet généralement plus de 6 000 euros par mois.⁵⁸

L'aviation est fortement subventionnée par les contribuables (qui prennent peu l'avion, voire pas du tout). Le kérosène utilisé comme carburant dans l'aviation n'est pas taxé et les billets d'avion ne font pas payer la TVA, ce qui fait perdre au fisc environ 650 millions d'euros par an.⁵⁹ Cette subvention fossile permet aux Belges les plus riches de prendre l'avion plusieurs fois par an, aux frais de la majorité de la population qui reste chez elle.

L'augmentation du nombre de vols en jet privé est également très préoccupante : elle représente 52 % entre 2021 et 2022.⁶⁰ Les destinations les plus populaires en jet privé sont Londres, Paris et Genève.⁶¹ Londres et Paris ne se trouvent qu'à deux heures de train de Bruxelles, et Genève, à cinq à six heures. La plupart des vols privés font moins de 500 kilomètres. 200 vols ont même été effectués d'Anvers à Bruxelles, qui ne sont pourtant distantes que d'une bonne demi-heure en train ou en voiture. Dans un contexte de crise climatique, ces choix sont injustifiables.

Une grande partie de la consommation de CO₂ des Belges provient d'émissions importées, à savoir des produits qui sont fabriqués à l'étranger et consommés en Belgique. Beaucoup de ces produits sont importés par avion : le fret représente donc une part importante des émissions du secteur de l'aviation. Alors que le fret routier a diminué au cours de la dernière décennie, le fret aérien a augmenté. Le fret maritime net a quant à lui diminué alors que le nombre total de navires chargeant et déchargeant des marchandises dans les ports belges a presque doublé.⁶² La diminution des besoins de fret et l'amélioration de la durabilité des transports doivent être une priorité.

Transport routier

Bien que les préférences personnelles interviennent dans le choix du moyen de transport, la structure de notre société joue également un rôle important dans les différences en termes d'utilisation de la voiture entre les différents groupes de revenus. Les maisons individuelles (plus chères) sont par exemple généralement situées en périphérie des villes et dans les zones rurales, où l'offre de transports en commun est limitée. Les habitant·e·s de ces maisons, qui travaillent plutôt dans les centres urbains et doivent donc faire la navette entre leur domicile et leur lieu de travail, sont de ce fait plus dépendants de la voiture. En outre, le package salarial des emplois les mieux rémunérés en Belgique comprend souvent une voiture de société fiscalement attrayante. Les deux tiers des voitures de société sont utilisées par les 20 % de revenus les plus élevés et les trois quarts de leurs propriétaires sont des hommes.⁶³ Selon le SPF Finances, les personnes disposant d'une voiture de société utilisent plus souvent ce moyen de transport et parcourent de plus longues distances.⁶⁴



LES SUBVENTIONS FOSSILES PERMETTENT AUX BELGES LES PLUS RICHES DE PRENDRE L'AVION PLUSIEURS FOIS PAR AN, AUX FRAIS DE LA MAJORITE DE LA POPULATION QUI RESTE CHEZ ELLE.

Les emplois dans des lieux plus accessibles par les transports en commun, tels que les hôpitaux, les écoles et le secteur public, qui occupent souvent une position plus centrale, tendent à être moins bien rémunérés et plus souvent occupés par des femmes.⁶⁵ Il n'est donc pas surprenant que les femmes constituent la majorité des usagers des transports en commun.⁶⁶ En outre, les femmes utilisent plus souvent la voiture pour des tâches non rémunérées, comme conduire les enfants et les personnes âgées (les émissions sont alors partagées entre les occupants de la voiture) et faire les courses.⁶⁷ Ces distances sont généralement plus courtes. Chez les hommes, les déplacements professionnels et les trajets domicile-travail, mais aussi les déplacements à des fins de loisirs, représentent une part plus importante des kilomètres parcourus.⁶⁸

BOX 3. Les voitures électriques : la solution ?

Bien entendu, les voitures électriques n'émettent pas de CO₂ lors de leur utilisation si elles fonctionnent à l'énergie renouvelable (ce qui est le cas de 9 % d'entre elles au maximum, c'est-à-dire la part de l'électricité renouvelable). D'un autre côté, la production de voitures électriques nécessite des minéraux rares, dont l'extraction s'accompagne parfois de violations graves des droits humains. Le prix élevé des voitures électriques les met hors de portée de la part la plus pauvre de la population belge, qui compte un nombre disproportionné de femmes. Les subventions et les réglementations destinées à rendre le parc de voitures de société plus vert profitent aussi principalement aux hommes qui possèdent un revenu élevé, car ils sont les principaux bénéficiaires de cet avantage fiscal. Les voitures électriques ne sont pas la panacée en matière d'atténuation du dérèglement climatique. Leur nombre doit être limité au minimum et elles doivent être associées à une modification du système de transport et du système urbain dans leur ensemble, à une utilisation accrue des transports en commun et de la mobilité douce, ainsi qu'à des politiques visant à réduire les trajets domicile-travail.

2.2. RECOMMANDATIONS POLITIQUES : INVESTIR DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN ET LES TRANSPORTS ACTIFS

Le choix le plus écologique et le plus inclusif est d'**investir dans les transports en commun**. Un tel investissement apporte des avantages dans différents domaines, notamment en termes de santé, d'amélioration de la cohésion sociale, d'économie d'espace, de création d'emplois et d'amélioration de la qualité de l'air et des sols. Les autorités peuvent financer les investissements dans des transports en commun accessibles et de qualité en supprimant les subventions et les avantages fiscaux accordés aux transports utilisant des carburants fossiles (voitures de société, exonération du kérosène et des billets d'avion) et en introduisant des taxes supplémentaires sur ces modes de transport, qui sont principalement utilisés par les personnes ayant les revenus les plus élevés.⁶⁹ Il pourrait s'agir, par exemple, d'une *frequent flyer tax* et de taxes sur les moyens de transport inutilement polluants tels que les jets privés, les yachts de luxe et les SUV lourds.

La politique en matière de transports doit être placée sous le signe d'une transition vers les transports en commun, d'une remise en question de l'aménagement urbain afin de réduire les distances (notamment en soutenant le télétravail), d'investissements dans les systèmes alimentaires et les économies locales, d'une réduction des importations inutiles et de la promotion du transport durable de marchandises. Les investissements dans les transports en commun ne doivent pas se limiter aux trajets domicile-travail (environ 20 % des déplacements), comme c'est le cas aujourd'hui.⁷⁰ L'amélioration de l'accessibilité



**UN QUART DE LA
POPULATION BELGE
EPROUVE DES DIFFICULTES
A UTILISER LES
TRANSPORTS EN COMMUN**

physique des transports en commun entraînera un grand bénéfice. Cette accessibilité est à l'heure actuelle tristement faible et dissuade les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite, les parents avec de jeunes enfants et les voyageurs avec beaucoup de bagages d'emprunter les transports en commun. ⁷¹ **Il est également essentiel de rendre les transports en commun plus sûrs, car beaucoup de femmes, de filles et de membres de la communauté LGBTQIA+ ne se sentent pas en sécurité dans les trains, trams et bus.** Les statistiques montrent que ces personnes sont régulièrement harcelées et sont victimes d'intimidation, d'agression ou de violence.⁷²

Il est par ailleurs nécessaire d'investir dans des **modes de déplacement actifs**, plus fluides et plus sûrs : à vélo, à pied, à trottinette, en poussette. Ces formes de déplacement sont plus couramment utilisées par les femmes, à l'exception du vélo : 54 % des femmes bruxelloises déclarent que l'insécurité sur la voie publique les décourage à utiliser le vélo et 51 % estiment que le manque de commodité est un obstacle.⁷³ Des pistes cyclables et des trottoirs larges et séparés, dotés d'un revêtement bien entretenu (un revêtement en mauvais état constitue un obstacle pour les personnes qui utilisent un fauteuil roulant ou un déambulateur, les personnes avec des poussettes et les personnes avec des chariots de supermarché – principalement des femmes), des espaces de stationnement sûrs pour les vélos et une bonne intégration avec d'autres formes de transport rendront ces formes de mobilité plus attrayantes, ce qui entraînera une diminution des accidents de la circulation et de la pollution. Par ailleurs, le vélo et la marche sont bons pour la santé. L'entretien de ces infrastructures est également beaucoup moins coûteux que celui des autoroutes.

2.3. INVESTISSEMENTS ET INDUSTRIE

BOX 4. Différentes manières de répartir les émissions de CO₂

Il existe différentes manières d'allouer les émissions aux zones géographiques et aux individus, en fonction de la production ou de la consommation. Ces différentes méthodes sont utiles pour comprendre quel-le-s acteur-trice-s sont responsables des émissions de carbone et sont capables de les modifier.

Émissions basées sur la consommation

Il est essentiel d'examiner les émissions basées sur la consommation, car elles prennent en compte les émissions générées dans d'autres parties du monde par les biens importés. Aujourd'hui, les objectifs climatiques des pays se concentrent sur le carbone émis sur leur propre territoire. Cette méthode attribue les émissions aux pays qui produisent et fabriquent des biens (souvent dans des pays aux revenus faibles à intermédiaires) et ne tient donc pas compte des émissions des pays qui importent ces biens pour la consommation (souvent dans des pays aux revenus élevés).

Émissions basées sur la consommation des différents groupes de revenus dans le monde

Il s'agit de la méthodologie que nous avons utilisée pour ce rapport. Les données présentées ici sont uniques, en ce sens qu'elles répartissent les émissions basées sur la consommation entre les différents groupes de revenus, mettant ainsi en lumière la relation entre l'inégalité des revenus et les émissions de carbone. Ces émissions se composent des émissions issues de la consommation des ménages, des dépenses publiques et des investissements privés. Les données développées par le Stockholm Environment Institute (SEI) s'appuient sur des travaux antérieurs d'Oxfam et de Kartha et al., qui estiment la répartition historique et projetée des émissions de carbone en fonction des revenus. Oxfam utilise des jeux de données issus de 170 pays, de 1990 à 2019.

Émissions des entreprises et des investissements

Un autre moyen de répartir les émissions de carbone consiste à se baser sur le producteur. Les normes internationales telles que le Greenhouse Gas Protocol permettent de calculer l'empreinte carbone d'une entreprise. Pour refléter les émissions causées par les investissements et les parts d'une personne dans une entreprise, dans son rapport « *Carbon Billionaires* » 2022, Oxfam a utilisé les émissions déclarées par les entreprises et celles attribuées aux personnes, en fonction du pourcentage de parts qu'elles détiennent dans l'entreprise.

Pour la plupart de la population belge, les besoins humains fondamentaux tels que le chauffage et l'alimentation sont à l'origine de la majeure partie des émissions de CO₂.⁷⁴ Parmi les revenus les plus élevés, le transport est la principale cause de ces émissions.^k Dans ce chapitre, nous examinons les émissions sous un autre angle, à savoir les émissions des entreprises et des investissements (voir encadré 4). En effet, les entreprises et les investisseurs peuvent augmenter ou réduire les émissions liées à la consommation en adaptant leur business model. Une usine qui passe à l'électricité fabrique des produits qui émettent moins de CO₂ dans le processus de production, ce qui se répercute sur les émissions liées à la consommation de ces produits. Ce chapitre décrit comment le système actuel d'investissements, de subventions et de business models constitue un obstacle à la transition juste. Il montre également comment la fiscalité, les banques et les entreprises peuvent changer de cap.

Selon les estimations, 50 à 70 % des émissions de CO₂ des super riches proviennent de leurs investissements.⁷⁵ Une étude menée par Oxfam a montré que les investissements de 125 milliardaires, souvent dans des énergies fossiles, émettent chaque année jusqu'à 393 millions de tonnes de CO₂, soit l'équivalent des émissions annuelles de la France.⁷⁶ L'Agence internationale de l'énergie (AIE) déclare cependant que pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, nous devons cesser d'investir dès aujourd'hui dans les énergies fossiles.⁷⁷ Le GIEC a en effet calculé que le pétrole, le gaz et le charbon ont été responsables de 86 % des émissions mondiales de CO₂ au cours de la dernière décennie.⁷⁸

Les investissements sont généralement effectués par l'intermédiaire de banques et de fonds d'investissement. Rien qu'en 2021, les soixante plus grandes banques du monde ont investi 742 milliards de dollars dans les énergies fossiles.⁷⁹ Depuis 2016, ces mêmes banques investissent plus de 2 milliards de dollars par jour dans les énergies fossiles.⁸⁰ En Belgique également, les investissements dans les énergies fossiles sont particulièrement élevés : en 2023, un petit groupe de 11 banques a investi près de 2 milliards d'euros dans des projets liés aux énergies fossiles.⁸¹ Ces banques sont toutes dirigées par des hommes.

La richesse nécessaire pour réaliser ces investissements est répartie de manière très inégale en Belgique : 79 % des actions des entreprises sont détenues par les 10 % les plus riches de la population.⁸² En outre, les 10 % de personnes ayant les revenus les plus élevés en Belgique possèdent 55 % de la richesse totale dans le pays, contre 8 % pour la moitié la plus pauvre de la population.⁸³

Par ailleurs, les objectifs climatiques de l'industrie restent insuffisants et les émissions mondiales des entreprises polluantes nous dirigent vers un monde où la température sera de 2,7 °C de plus.⁸⁴ Par rapport aux entreprises plus petites et aux particuliers, les grands acteurs ont plus de poids, de capacité financière et d'influence pour adapter leur business model et apporter une contribution essentielle afin d'enrayer le dérèglement climatique. Grâce aux ressources dont elles disposent et à leur position centrale dans la chaîne de valeur, les grandes entreprises ont également des leviers pour instaurer le changement dans les business models de leurs fournisseur·e·s, client·e·s, et investisseur·e·s.

Selon Janus Henderson Investors, les producteurs de pétrole et de gaz ont distribué 151,8 milliards de dollars de dividendes en 2022⁸⁵, ce qui correspond à 32 % des

k Remarque : les émissions liées aux investissements et à la consommation se chevauchent : les investissements dans les énergies fossiles conduisent à la production de carburant, qui libère du CO₂ lorsqu'il est consommé. Dans ce chapitre, nous parlons des émissions liées aux investissements, car les omettre pourrait donner une image incomplète des mesures à prendre.

investissements mondiaux dans les énergies renouvelables en 2022.^l ⁸⁶ La distribution de dividendes élevés aux actionnaires doit attirer les investisseurs et maintenir le cours des actions à un niveau élevé. Un taux élevé de distribution des dividendes réduit les fonds disponibles au sein des entreprises, alors que leurs investissements dans le climat sont actuellement largement insuffisants. Les dividendes élevés incitent les grandes entreprises à concentrer leurs efforts sur la maximisation des profits à court terme. Cet accent mis sur la maximisation des profits à court terme entrave la transition climatique, à un moment où la responsabilité du secteur privé dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris est largement reconnue. Les entreprises qui investissent aujourd'hui les ressources nécessaires dans leur transition seront pourtant plus rentables à long terme, ce qui leur confèrera des avantages concurrentiels durables.⁸⁷



“LES BESOINS ANNUELS D'INVESTISSEMENT POUR ATTENUER LA CRISE CLIMATIQUE D'ICI 2030 SONT TROIS A SIX FOIS PLUS ELEVES QUE LE NIVEAU ACTUEL”

GIEC

Lors de la COP28, la Belgique a convenu avec le reste du monde d'abandonner progressivement les énergies fossiles. La Belgique dépense en outre chaque année 11 milliards d'euros, soit 2,4 % du PIB, en subventions aux énergies fossiles.⁸⁸ Les grandes compagnies pétrolières peuvent cependant très bien s'en passer : leurs bénéfices totaux ont doublé en 2022, pour atteindre 219 milliards de dollars.⁸⁹ À l'heure actuelle, un ménage belge sur cinq vit en situation de précarité énergétique, et les enfants sont le groupe le plus durement touché.⁹⁰ Il serait préférable d'affecter les investissements excessifs actuels dans les énergies fossiles à la décarbonation, à l'adaptation au dérèglement climatique et à la transition verte. Le GIEC souligne en effet que les investissements et les subventions en faveur de la protection du climat sont actuellement insuffisants et que beaucoup plus d'argent est consacré au financement des énergies fossiles.⁹¹ La Belgique doit de toute urgence cesser ses investissements dans les énergies fossiles et investir davantage d'argent public dans la transition climatique.

La réorientation des subventions et des investissements en faveur des énergies fossiles aura des effets positifs sur le principal responsable (et de loin) des émissions en Belgique : l'industrie. 46,3 % des émissions de la Belgique proviennent de cette industrie. Au sein de l'industrie, les grandes entreprises sont relativement plus polluantes : un groupe comprenant seulement 14 entreprises émet autant que les 34 % de Belges aux revenus les plus faibles.⁹² Si les entreprises rendent leur business model plus durable, par exemple en n'utilisant plus d'énergies fossiles ni de produits pétrochimiques, cela se répercutera sur l'empreinte par habitant.e. ^mEn outre, cette évolution rendra l'air plus pur, permettant ainsi à tou.te.s les Belges de vivre plus longtemps et en meilleure santé.⁹³

2.4. RECOMMANDATIONS POLITIQUES : FISCALITÉ ET FINANCEMENT VERT

Selon le GIEC, les besoins annuels d'investissement pour atténuer la crise climatique d'ici 2030 sont trois à six fois plus élevés que le niveau actuel. L'investissement total (public, privé, national et international) dans l'atténuation doit augmenter dans tous les secteurs.⁹⁴ Étant donné que la majeure partie des émissions des groupes de Belges les plus riches provient de leurs investissements (50 à 70 %), la solution est évidente : cesser d'investir dans les industries à forte intensité de carbone et réorienter ces ressources vers les énergies durables, le logement, l'agriculture, les transports et les systèmes de soins. Nous l'expliquons plus amplement dans les chapitres suivants.

^l Selon l'AIE, 472 milliards de dollars ont été investis dans les énergies renouvelables en 2022. $(151,8/472) \times 100$ égale 32,2 %.

^m 100 % de la population belge est exposée à un air qui dépasse les normes de l'Organisation mondiale de la santé.

Les inégalités et la crise climatique se renforcent mutuellement. Les taxes ciblées sont un instrument important pour inverser la tendance et accompagner l'abandon progressif des énergies fossiles. Une réforme fiscale pourrait viser les investissements dans les énergies fossiles ou instaurer des taxes sur les bénéfices excessifs (*windfall tax*).⁹⁵

Les usines qui ne sont pas adaptées à la décarbonation doivent être remplacées. **Il est également essentiel d'accompagner comme il se doit les travailleur-euse-s de ces industries dans leur recherche d'un nouvel emploi**, en accordant une attention particulière au personnel féminin des usines, qui est plus exposé à un plus grand risque de chômage et qui voit ses revenus diminuer plus fortement.⁹⁶ La Belgique est le pays européen qui possède le plus fort potentiel de création nette d'emplois dans le cadre de la transition verte, avec une augmentation du taux d'emploi de 1 à 1,7 %.⁹⁷ Nous devons exploiter ce potentiel de manière intelligente et équitable. Actuellement, l'écart salarial entre les hommes et les femmes en Belgique est de 5 %, avec de fortes différences selon les secteurs : 9,4 % dans l'industrie et 10,2 % dans le secteur de l'énergie.^{98, 99}. En outre, les femmes n'occupent actuellement que 26 % des *green jobs* en Belgique.¹⁰⁰

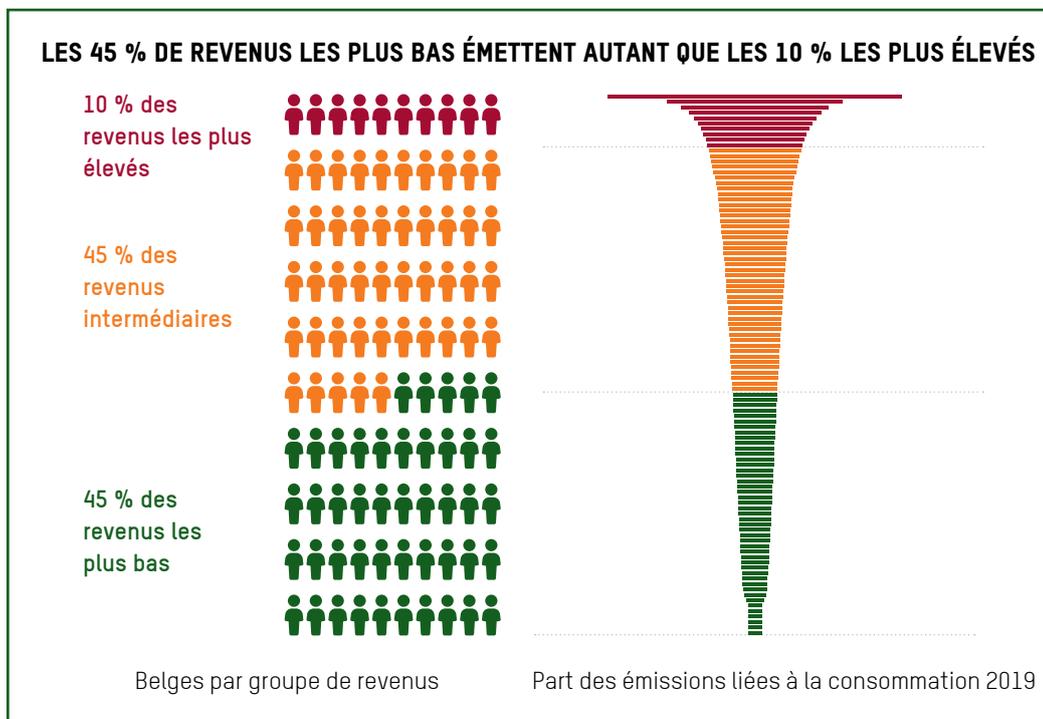
3. LA MAJORITÉ DES BELGES SUPPORTE L'IMPACT DE LA CRISE CLIMATIQUE



Les émissions des très riches contrastent fortement avec celles de la majorité des Belges. **La moitié la plus pauvre de la population belge émet moins de 30 % des gaz à effet de serre et le quart le plus pauvre, seulement 11 %.** De nombreuses personnes de ce groupe ne prennent que rarement, voire jamais, l'avion, ne possèdent pas de voiture et n'investissent pas dans des industries polluantes. Au contraire, elles dépendent des transports en commun, ont peu ou pas d'économies et ne peuvent pas partir en vacances.

La moitié la plus pauvre de la Belgique est très diversifiée : personnes âgées, enfants, personnes issues de l'immigration, réfugié-e-s, personnes porteuses d'un handicap, malades chroniques, personnes de couleur, femmes, personnes transgenres, personnes intersexes, parents isolés, etc. Près des deux tiers sont des femmes.¹⁰¹ Deux millions de Belges sont menacés de pauvreté et 28 % des femmes vivent dans la pauvreté. C'est deux fois plus que les hommes.¹⁰²

FIGURE 9 : LES 45 % DE REVENUS LES PLUS BAS ÉMETTENT AUTANT QUE LES 10 % LES PLUS ÉLEVÉS



La majorité des Belges n'émettent que la moitié des gaz à effet de serre : **71 % de la population belge émet 50 % des gaz à effet de serre.** Cette répartition inégale des émissions est en corrélation avec la répartition inégale des revenus, mais aussi du pouvoir et de l'influence. La plupart des Belges ont également peu de contrôle sur la majeure partie de leurs émissions, qui sont principalement déterminées par leur logement.^{103 104} Il-Elle-s vivent

généralement dans des maisons en location (et 40 % des locataires en Belgique sont menacés de pauvreté), où il-elle-s n'ont guère leur mot à dire sur l'isolation, le chauffage et l'alimentation en électricité. C'est leur propriétaire qui décide.^{n, 105}

En outre, les groupes les plus pauvres de la population supportent les plus grandes conséquences du dérèglement climatique, alors que ce sont eux qui y contribuent le moins.¹⁰⁶ La mortalité due aux inondations, aux sécheresses et aux tempêtes était quinze fois plus élevée dans les régions les plus vulnérables du monde que dans les régions plus prospères.^{o, 107} En raison du dérèglement climatique, la productivité agricole en Afrique est inférieure de près de 35 % à ce qu'elle pourrait être, ce qui provoque des famines.¹⁰⁸ Mais plus près de chez nous aussi, l'impact est réparti de manière inéquitable. La pollution de l'air, principalement générée par les voitures et l'industrie, est particulièrement nocive pour les enfants et provoque 1 200 décès prématurés par an en Europe et 7 millions dans le monde.^{109, 110} **Les vagues de chaleur de 2022 en Belgique ont fait six fois plus de victimes parmi les femmes que parmi les hommes.**¹¹¹ Les inondations de 2021 ont fait le plus grand nombre de victimes dans les communautés plus pauvres de l'est de la Belgique, et ces conséquences étaient liées au genre.^{112, 113}

La plupart des gens ont peu contribué à la crise climatique, mais ils en ressentent les effets partout : **dans leur vie, leur corps, leur revenu, leur travail.** Dans ce chapitre, nous examinons de plus près l'impact de la crise climatique en termes de systèmes de santé, de logement et d'alimentation sur la partie la plus pauvre de la population.

3.1. SYSTÈMES DE SOINS ET TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

Selon les estimations des scientifiques, la température moyenne sur Terre a augmenté de 1,5 °C. ^{p, q, 114, 115} Ce degré et demi est une moyenne mondiale : en Europe, la hausse est environ deux fois plus rapide. ¹¹⁶ En juin, l'océan Atlantique à l'ouest de l'Irlande et autour du Royaume-Uni a été frappé par une vague de chaleur marine que les chercheurs ont qualifiée d'« extrême » et même de « plus qu'extrême » à certains endroits, avec des températures de la mer supérieures de plus de 5 °C à la moyenne.¹¹⁷

Le monde connaît de plus en plus de conditions météorologiques extrêmes et de catastrophes à des endroits où elles ne se produisaient pas auparavant (avec autant de violence). Pour la seule année 2023, nous avons enregistré des températures record en Asie, des inondations en Libye, des cyclones en Afrique du Sud-Est, des chutes de neige abondantes à Los Angeles et des incendies de forêt meurtriers au Chili.¹¹⁸

Les saisons sont plus chaudes qu'autrefois, avec des pics lors de vagues de chaleur plus fréquentes, plus chaudes et plus longues. Les conséquences en sont déjà mortelles : le nombre de décès liés à la chaleur a augmenté de 30 % au cours des vingt dernières années.¹¹⁹

n Les propriétaires sont en grande majorité des hommes et appartiennent généralement aux déciles de revenus les plus élevés.
o Les régions les plus vulnérables sont l'Afrique, l'Asie du Sud, l'Amérique centrale et du Sud, les petits États insulaires et l'Arctique.
p Pour ce qui est du « réchauffement », nous utilisons la définition du GIEC : « Dans ce rapport, le réchauffement de la Terre est défini comme une augmentation de la température combinée à la surface de l'air et à la surface de la mer, moyennée à la surface du globe sur trente ans. »
q Ce phénomène s'est produit en 2023. Reste à espérer qu'il n'annonce pas une tendance. Il s'agit de la température de l'air à la surface du globe.

Impact du revenu : le coût de mortalité

Ces victimes de la crise climatique qui perdent la vie sont une conséquence directe des émissions de gaz à effet de serre. Pour établir clairement ce lien, un indicateur appelé « coût de mortalité » (*mortality cost*) a été élaboré, à savoir la mortalité causée par les émissions de CO₂.^{r, 120, 121} Plus les émissions d'un pays sont élevées, plus le coût de mortalité par habitant est important. Nous pouvons également ramener cet indicateur à des groupes au sein d'un même pays. **Le coût de mortalité des 0, 1 % des personnes ayant les revenus les plus élevés en Belgique, par exemple, est 24 fois supérieur à celui des 50 % de personnes ayant les revenus les plus faibles,** car les revenus les plus élevés contribuent beaucoup plus aux émissions d'un pays par leurs investissements et leur mode de vie.

Le coût de mortalité est donc un prédicteur des décès futurs et un reflet de l'inégalité. Les émissions plus élevées sont concentrées au sommet : les 115 939 Belges appartenant aux 1% des revenus les plus élevés causeront ensemble neuf fois plus de décès liés à la chaleur que les près de 6 millions de Belges les plus pauvres. En d'autres termes, les émissions de CO₂ cumulées depuis 2010 par 42 Belges comptant parmi les 50 % aux revenus les plus faibles seront à l'origine d'un décès lié à la chaleur. Cinq Belges parmi les 1 % les plus riches suffisent pour obtenir le même résultat.

En outre, la probabilité de perdre la vie à la suite d'une vague de chaleur ou d'autres catastrophes climatiques n'est pas la même pour tou-te-s. Les principaux facteurs jouant ici un rôle sont le genre, l'âge, la santé, le revenu et le lieu de résidence. Ainsi, six fois plus de femmes que d'hommes sont décédées lors des vagues de chaleur de 2022 en Belgique.¹²² La plupart d'entre elles étaient retraitées et avaient probablement un faible revenu, car le revenu des femmes retraitées est inférieur d'un quart à celui des hommes.¹²³ Dans l'affaire portée par les « KlimaSeniorinnen », **la Cour européenne des droits de l'homme a statué, en 2024, que la politique climatique défailante des autorités suisses violait les droits humains des femmes âgées.**¹²⁴

Impact du lieu de résidence

L'endroit où vit une personne contribue également à la mesure dans laquelle elle ressent les conséquences de la crise climatique. Les zones urbaines sont beaucoup plus chaudes que les zones rurales, ce qui pose évidemment encore plus de problèmes dans un pays fortement urbanisé comme la Belgique.¹²⁵ Mais même à l'intérieur des villes, les différences peuvent être considérables : **dans une zone fortement bétonnée, comme Laeken à Bruxelles, la température peut atteindre, au même moment, jusqu'à 8,5 °C de plus que dans une zone abritant beaucoup d'espaces verts, comme Zaventem.**¹²⁶ Selon les estimations, les villes connaîtront 50 % de jours de canicule de plus que les zones rurales.¹²⁷ Les quartiers les plus chauds sont aussi ceux qui comptent le plus d'habitants, dont le revenu moyen est en outre nettement inférieur.¹²⁸ Les personnes appartenant au quintile de revenus les plus faibles font deux fois plus état d'un manque d'espaces verts dans leur cadre de vie que celles appartenant au quintile de revenus les plus élevés.¹²⁹ En outre, à Bruxelles, les quartiers les plus chauds sont généralement habités par des personnes non européennes.¹³⁰

Les personnes à faible revenu (principalement des femmes), les personnes issues de l'immigration, mais aussi les sans-abris et les personnes handicapées sont plus susceptibles de subir des conséquences plus marquées du réchauffement climatique. En outre, le



LES 115 939 BELGES APPARTENANT AUX 1 % DES REVENUS LES PLUS ÉLEVÉS CAUSERONT ENSEMBLE NEUF FOIS PLUS DE DÉCÈS LIÉS À LA CHALEUR QUE LES PRES DE 6 MILLIONS DE BELGES LES PLUS PAUVRES

r Calculé comme $2,26 \times 10^{-4}$ (0,000 226) par tonne d'émissions de CO₂ en 2020.

chevauchement entre ces groupes est très important : ils sont tous beaucoup plus exposés au risque de pauvreté. Ils émettent beaucoup moins de CO₂ que les personnes à revenu élevé, mais ressentent beaucoup plus les effets du dérèglement climatique et ne sont pas équipés pour faire face à la chaleur, au froid et à d'autres conditions météorologiques extrêmes.¹³¹ En ce qui concerne la Belgique, il existe peu de données sur le racisme lié au climat, mais nous observons ce schéma dans le monde entier.¹³² Aux États-Unis, par exemple, les communautés racialisées sont exposées de manière disproportionnée aux particules fines (un composant important de l'air pollué) et vivent dans des quartiers nettement plus chauds.¹³³

Une étude des Mutualités Libres a montré qu'**en Belgique, la qualité de l'air est la plus mauvaise aux endroits où vivent les personnes aux revenus les plus faibles.**¹³⁴ Les zones urbaines ne sont en outre pas suffisamment équipées pour faire face aux inondations, en raison de la bétonisation et du manque d'espaces verts.¹³⁵ Une approche intégrée de la réduction des émissions, de la végétalisation des quartiers résidentiels et de la lutte contre la pauvreté — avec consultation des habitant·e·s concerné·e·s — est nécessaire pour aborder cette interaction complexe de problèmes.

Impact de l'accès aux soins de santé

Selon l'OCDE, la Belgique est l'un des pays d'Europe où les inégalités sont les plus marquées en ce qui concerne la santé.¹³⁶ Alors que dans le quintile supérieur, 6,3 % des personnes ont des difficultés à payer leurs frais de santé, ce chiffre est près de cinq fois plus élevé (27,7 %, avec un pourcentage encore légèrement plus élevé chez les femmes) parmi les 20 % aux revenus les plus faibles.¹³⁷ Les personnes appartenant au quintile des revenus les plus faibles ont par ailleurs reporté sept fois plus souvent l'aide médicale pour des raisons financières.¹³⁸ Une santé affaiblie permet encore plus difficilement de faire face aux conditions météorologiques extrêmes : le corps supporte plus difficilement les vagues de chaleur et, en cas d'inondation, les personnes en mauvaise santé ont plus de mal à se mettre à l'abri.

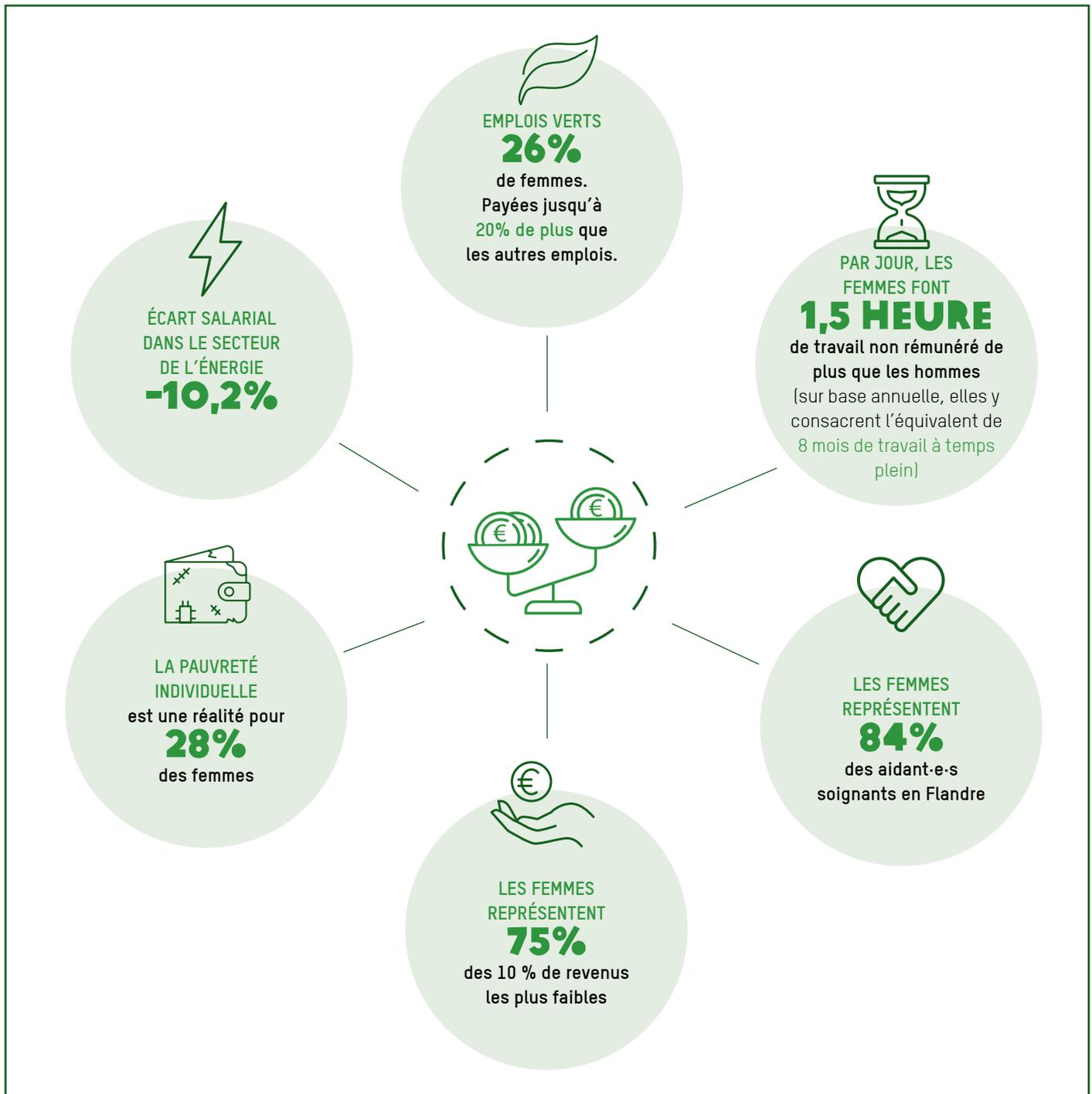
Impact des tâches de soins non rémunérées

L'inégalité entre hommes et femmes, ainsi que l'impact inégal de la crise climatique, s'expliquent également par le fait que les tâches de soins non rémunérées reviennent encore de manière disproportionnée aux femmes. **Ces dernières effectuent trois quarts des tâches de soins non rémunérées dans le monde et y consacrent en moyenne deux fois plus de temps que les hommes en Belgique.**¹³⁹ Les soins de proximité sont également assurés presque exclusivement par des femmes : 84 % des aidant·e·s proches en Flandre sont des femmes.¹⁴⁰ La charge disproportionnée des soins qui pèse sur les femmes contribue fortement à l'inégalité entre hommes et femmes. Elle est en outre l'une des principales explications de la différence de revenus (pénalité de maternité, par exemple).¹⁴¹

En ce qui concerne la politique climatique, les tâches de soins non rémunérées sont l'une des raisons de la marginalisation accrue des femmes, qui ne peuvent pas abandonner les enfants, les personnes âgées et les malades lorsqu'une crise survient. Les tâches de soins contribuent souvent à la réduction des émissions, mais elles ne sont pas prises en compte dans la politique d'atténuation du dérèglement climatique.

À mesure que les crises se multiplieront et que les systèmes de soutien se dégraderont, le poids de la crise climatique sur les femmes augmentera de manière disproportionnée. La politique climatique doit tenir compte de cette réalité et s'efforcer de combler les écarts.

FIGURE 10 : TRAVAIL (NON RÉMUNÉRÉ) DES FEMMES EN BELGIQUE



Recommandations politiques : la crise climatique est aussi une crise sanitaire

Les effets du réchauffement de la planète se font aussi cruellement ressentir en Belgique. En 2020 et 2022, les vagues de chaleur ont entraîné une surmortalité importante dans l'ensemble du pays. 2021 a vu des inondations meurtrières provoquées par l'Ourthe et la Meuse, la plus grande catastrophe naturelle que la Belgique ait jamais connue.¹⁴² Cette catastrophe climatique a coûté la vie à des dizaines de personnes et causé d'immenses dégâts, notamment en Flandre.^{143, 144, 145} Les communes les plus touchées se situent dans les régions les plus pauvres de Flandre et de Wallonie.¹⁴⁶

Des mesures plus précoces et plus fortes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi une politique d'adaptation au dérèglement climatique mieux conçue, auraient pu réduire le nombre de victimes.¹⁴⁷ À l'heure actuelle, la Belgique n'est pas préparée à une catastrophe similaire.¹⁴⁸ **Selon le plan flamand d'adaptation au changement climatique, les groupes vulnérables de la société sont exposés aux plus grands risques et cette situation est appelée à s'aggraver au cours des années à venir.**¹⁴⁹

La crise climatique est donc aussi une crise sanitaire. La chaleur, la sécheresse, les précipitations et les inondations exercent une pression accrue sur le secteur des soins de santé, sans parler du risque plus élevé de maladies liées aux zones humides et de zoonoses.¹⁵⁰ La pandémie de COVID-19 a montré que ni le secteur de la santé ni la société ne sont prêts à faire face à une perturbation à grande échelle de la santé publique.¹⁵¹ Un rapport commandé par la Commission Nationale Climat estime que le stress thermique pourrait être à l'origine de 60 000 hospitalisations supplémentaires (à titre de comparaison, le pic durant la pandémie de Covid-19 était inférieur à 8 000 hospitalisation).¹⁵² **Les investissements dans les soins de santé sont un élément essentiel de l'adaptation au dérèglement climatique.**

3.2. LOGEMENT

Un logement confortable est un besoin humain de base et un droit fondamental en Belgique.^s ¹⁵³ Pour la plupart des Belges, il représente environ un tiers du budget du ménage, ce qui en fait le principal poste de coûts.¹⁵⁴ En outre, le chauffage est la principale source d'émissions de carbone pour la plupart des Belges **et représente 75 % de la consommation d'énergie des ménages.**^{155, 156} Pour l'ensemble de la Belgique, le chauffage résidentiel est la troisième plus grande source d'émissions, après l'industrie (46,3 %) et les transports (23,4 %).¹⁵⁷ Dans le même temps, un cinquième des ménages belges vivent dans la précarité énergétique et les maisons belges comptent parmi les moins bien isolées d'Europe occidentale.^{t, 158, 159} **14,5 % des résident-e-s belges (principalement des enfants, des personnes en situation de pauvreté, des parents isolés, des personnes ayant un niveau d'études moins élevé et des personnes de nationalité non belge) vivent donc dans des maisons de piètre qualité avec des toits qui fuient, des problèmes d'humidité et/ou de moisissure.**¹⁶⁰ Ces situations entraînent souvent des problèmes de santé et font grimper la facture d'énergie. Il est donc évident qu'un changement s'impose : passer d'une énergie fossile coûteuse à une énergie renouvelable financièrement abordable et de passoires énergétiques à des maisons économes en énergie.

Les groupes à faible revenu, les personnes âgées, les locataires et les femmes vivent plus souvent en situation de précarité énergétique, ainsi que nous l'avons vu plus haut.¹⁶¹ En outre, une personne sur dix appartenant au quintile des revenus les plus faibles, et les femmes deux fois plus souvent que les hommes, déclare avoir des difficultés à chauffer son logement.¹⁶² Leurs maisons sont généralement en très mauvais état. Une mauvaise isolation devrait logiquement faire augmenter la consommation de combustible. Pourtant, nous constatons que la consommation d'énergie absolue de ces personnes est plusieurs fois inférieure à celle des groupes aux revenus les plus élevés. Cela montre que la consommation élevée de CO₂ est étroitement liée aux inégalités intersectionnelles existantes et qu'il est essentiel de tenir compte de la flexibilité budgétaire limitée de ces groupes de la population qui vivent dans des conditions très difficiles. **Des mesures politiques appropriées sont nécessaires pour aider les groupes marginalisés dans la transition verte.**



**UN CINQUIEME DES
MENAGES BELGES
VIVENT EN SITUATION DE
PRECARITE ENERGETIQUE**

s « le droit à un logement décent » figure à l'article 23 de la Constitution belge.

t Le Royaume-Uni est le seul pays où les maisons sont moins bien isolées.

Recommandations politiques pour un logement digne et durable

Les locataires et les propriétaires d'un logement appartenant aux déciles des revenus les plus faibles ne sont pas en mesure d'améliorer l'isolation de leur logement par leurs propres moyens. Ils auront besoin d'un soutien adéquat pour ce faire. La plupart des propriétaires d'un logement, et en particulier les personnes qui possèdent plusieurs biens immobiliers et en louent certains, se situent en revanche à l'extrémité la plus riche du spectre.^{163, 164} Pour ce groupe, d'autres mécanismes, qui exigent du contribuable de déboursier moins d'argent, sont probablement possibles. En effet, les propriétaires ont une plus grande capacité d'action pour rendre les logements qu'ils mettent en location plus durables.

Investir en priorité dans les bâtiments en plus mauvais état est la solution non seulement la plus juste, mais aussi la plus efficace pour limiter la consommation d'énergie. Ces investissements permettent de réduire à la fois les émissions de gaz à effet de serre et la précarité énergétique. En outre, à long terme, ils permettent d'économiser beaucoup d'argent dans les domaines des soins de santé et de la lutte contre la pauvreté. Le programme national d'isolation aux Pays-Bas peut servir d'exemple : les autorités s'attaquent d'abord aux maisons les plus mal isolées.¹⁶⁵

3.3. ALIMENTATION

Le système alimentaire mondial est responsable d'une part considérable des émissions de gaz à effet de serre. Les estimations attribuent entre un quart et un tiers des émissions à la production alimentaire mondiale.¹⁶⁶ L'alimentation représente également une grande partie de l'empreinte des individus.¹⁶⁷ Parallèlement, l'agriculture est l'un des secteurs les plus touchés par le dérèglement climatique.¹⁶⁸ Les fluctuations de la température moyenne, les vagues de chaleur et de froid, les sécheresses ou les précipitations prolongées, les modifications de la qualité de l'air, du sol et de l'eau sont autant de facteurs qui ont des conséquences majeures pour l'agriculture.¹⁶⁹ En outre, en tant que principal fournisseur de denrées alimentaires, le secteur agricole est assujéti à l'évolution des préférences des consommateurs, qu'elle soit déclenchée par des considérations en matière de durabilité ou non (débat autour de la restauration rapide, glissement des protéines animales vers les protéines végétales...). Des changements majeurs attendent le secteur agricole à l'avenir. Reste à décider desquels il s'agit.

Le système agricole belge actuel, axé sur la croissance et le commerce, n'est pas viable dans les limites de la planète. Il est bâti sur l'extraction et le contrôle des animaux, des sols, de l'eau et de la main-d'œuvre, et en dépend entièrement.¹⁷⁰ Tou-te-s les agriculteur-trice-s ne sont pas touché-e-s aussi durement : **65 % des femmes travaillant à temps plein dans l'agriculture en Belgique ne sont pas rémunérées, contre seulement 3 % des hommes. Les femmes se retrouvent dès lors dans une situation précaire, surtout lorsque les récoltes sont décevantes, ce qui est devenu inévitable à la suite du dérèglement climatique.**¹⁷¹ En outre, la Belgique importe de grandes quantités de denrées alimentaires (pour une valeur d'environ 35 milliards d'euros en 2020).¹⁷² Dans les pays à revenu faible et intermédiaire d'où sont importées les denrées alimentaires, les femmes travaillent principalement dans l'agriculture ; elles sont également plus durement touchées que les hommes par les conséquences du dérèglement climatique.¹⁷³

Une transition agricole juste

Une transition agricole juste donne la priorité aux personnes, à l'environnement et à la vie. C'est le cas, par exemple, de l'agriculture biologique et agroécologique et d'une chaîne courte. Bien qu'il n'existe pas de chiffres officiels pour la Belgique entière, il apparaît que les femmes sont surreprésentées dans l'agriculture biologique en Wallonie.¹⁷⁴ Une étude menée en France montre également que les femmes se tournent beaucoup plus souvent vers ces types particuliers d'agriculture.¹⁷⁵ Les exploitations agricoles biologiques sont plus diversifiées, plus flexibles et plus petites que leurs homologues non biologiques. Cependant, le système actuel de subventions se concentre principalement sur les entreprises qui couvrent une grande superficie et qui ont un chiffre d'affaires important.¹⁷⁶

Les femmes actives dans le secteur agricole donnent le bon exemple, mais elles ne bénéficient ni de la reconnaissance ni des ressources financières nécessaires. Une autre conséquence est que les consommateur·trice·s ont plus de mal à accéder aux produits qu'ils souhaitent. Une étude montre que les femmes achètent volontiers des produits issus de l'agriculture biologique, en filière courte et de saison.¹⁷⁷ Cependant, la limitation artificielle de l'offre rend ces produits plus chers et moins disponibles.

La consommation de viande et de produits laitiers est à l'origine de la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre.¹⁷⁸ Ce mode de consommation est fortement lié au genre : ce sont principalement les hommes belges qui suivent ce régime, tandis que les femmes et les jeunes belges préfèrent de plus en plus le régime végétal, moins calorique et plus respectueux des animaux.¹⁷⁹ Toutefois, cette évolution ne se reflète pas dans l'utilisation des fonds publics. Le Vlaams Centrum voor Agro- en Visserijmarketing (Centre flamand pour la promotion des produits agricoles et de la pêche), auquel les autorités flamandes octroient des subventions annuelles d'environ 5 millions d'euros, ne dépense pas de fonds pour promouvoir les alternatives végétariennes, végétaliennes ou végétales à la viande, mais consacre des millions à la promotion de la viande, de la volaille et des produits laitiers.¹⁸⁰

L'alimentation est le deuxième facteur contribuant le plus aux émissions annuelles de CO₂ de la majorité de la population belge.¹⁸¹ En outre, l'alimentation représente une part considérable du budget mensuel des ménages, en particulier de ceux dont le revenu est le plus faible, qui sont plus vulnérables aux augmentations de prix dues à la pénurie alimentaire provoquée par le dérèglement climatique mondial.¹⁸² Une réforme du système alimentaire, davantage axée sur la durabilité, la santé et les droits humains, s'impose. Il est essentiel de passer d'une agriculture intensive à une agriculture agro-écologique, de réformer le système de subventions et d'abandonner progressivement les formes d'exploitation à forte intensité de gaz à effet de serre. Les autorités peuvent également prendre des mesures pour réorienter tous les systèmes alimentaires mondiaux, tels que les cantines et les chèques-repas, vers des systèmes qui contribuent à lutter contre la crise climatique, plutôt que de la renforcer.

4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES : RÉDUIRE LES INÉGALITÉS CLIMATIQUES



Ce rapport montre de manière détaillée à quel point la crise climatique et la crise des inégalités sont intimement liées. Plus les revenus sont élevés, plus les émissions le sont également et un revenu excessif est associé à des émissions excessives. **Tous les groupes de revenus émettent plus que le budget carbone personnel annuel de 2,8 tonnes nécessaire pour rester sous la limite sûre de 1,5 °C de réchauffement de la planète, mais les centiles les plus riches de Belgique contribuent de manière disproportionnée à l'empreinte carbone du pays.** Les émissions par habitant.e sont en partie de ce fait nettement plus élevées en Belgique que dans le reste de l'Europe. La Belgique a l'obligation historique de réduire ses propres émissions et de jouer un rôle de pionnier au niveau international.

Les inégalités en termes de revenus, de genre, d'origine ethnique, etc.. sont considérables en Belgique. Les autorités doivent en tenir compte lorsqu'elles prennent des mesures pour réduire les émissions de CO₂. Les conséquences se font sentir dans le monde entier : les vagues de chaleur, les inondations, les sécheresses, les incendies de forêt et les phénomènes météorologiques extrêmes font de plus en plus de victimes et causent des dégâts matériels de plus en plus lourds.

Les mesures isolées ne suffisent pas pour atténuer la crise climatique. Une approche structurelle coordonnée, tenant compte de la dimension de genre et des inégalités, est nécessaire pour réduire à la fois les émissions et les inégalités. Le temps nous file entre les doigts. Nous ne pouvons pas nous permettre de reporter les investissements et les réformes à grande échelle de cinq ans de plus. Le nouveau gouvernement doit agir rapidement pour atteindre les objectifs renforcés d'ici 2030 (par exemple en supprimant les subventions aux énergies fossiles), mais il doit également entreprendre des réformes structurelles afin d'axer la société sur la neutralité carbone et la réduction des inégalités.

Nous donnons ci-après un aperçu des recommandations concrètes à l'intention des responsables politiques.

4.1. RECOMMANDATIONS POLITIQUES GÉNÉRALES

1. Fixer des objectifs légaux nationaux ambitieux en matière de climat, avec une réduction des émissions de 61 % d'ici 2030 et de 95 % d'ici 2040, afin de viser la neutralité climatique à cette date. Utiliser l'influence internationale de la Belgique pour obtenir d'autres pays qu'ils atteignent également leurs objectifs. Les produits fabriqués à l'étranger mais achetés et utilisés en Belgique doivent être pris en compte dans le calcul des émissions de CO₂.



LES PERSONNES DONT LES ÉMISSIONS SONT RELATIVEMENT FAIBLES NE DISPOSENT PAS DES MOYENS NÉCESSAIRES POUR RESTER DANS LES LIMITES DU BUDGET CARBONE TANDIS QUE CELLES QUI DISPOSENT DES MOYENS VOULUS CONSOMMENT LEUR BUDGET CARBONE EN QUELQUES JOURS.

2. Soutenir l'appel en faveur d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles.¹⁸³
3. Fixer des objectifs nationaux pour réduire rapidement les inégalités et garantir la cohérence politique, notamment en ce qui concerne les droits des groupes marginalisés.
4. Réduire l'influence des 1 % les plus riches et des grandes entreprises sur les institutions politiques et les médias. Renforcer la transparence à propos du lobby des énergies fossiles en créant un registre public des réunions bilatérales ou des conflits d'intérêts et interdire la publicité pour les énergies fossiles.
5. Élaborer une vision interfédérale de l'énergie, avec une trajectoire qui réduit la consommation d'énergie en Belgique et vise 100 % d'énergie durable non fossile bien avant 2050 (et de préférence d'ici 2040).
6. Organiser une collecte de données approfondie et standardisée sur le dérèglement climatique et la politique climatique, avec une ventilation par genre, âge, origine ethnique, etc. Nous identifions ainsi clairement qui contribue le plus à la crise climatique et pour qui les conséquences de celle-ci sont les plus lourdes. La politique peut alors s'attaquer simultanément à la crise climatique et à la crise des inégalités.

4.2. TRANSPORT

1. Développer une politique de mobilité durable qui ne soit pas axée sur la voiture, qui donne la priorité aux modes de transport actifs et publics et qui se concentre sur les chaînes courtes. Plus spécifiquement : ne plus concevoir les villes autour des voitures, mettre fin aux subventions accordées aux voitures de société, instaurer davantage de zones à faibles émissions ou zéro émission, améliorer les infrastructures cyclables, les trottoirs et l'accessibilité physique aux transports en commun. Améliorer la sécurité des femmes, des filles, des personnes LGBTQIA+ et des autres groupes marginalisés dans l'espace public.
2. Mettre fin à l'expansion de la capacité des infrastructures aériennes. Instaurer une taxe sur le trafic aérien et plaider au niveau européen pour l'introduction d'une taxe sur le kérosène. Faire de Brussels Airport une plaque tournante pour le trafic ferroviaire international et interdire les vols court-courriers.

4.3. RÉFORMES FISCALES, INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENT PUBLIC

1. Supprimer progressivement les subventions directes ou indirectes aux énergies fossiles, décourager les investissements dans les industries polluantes et favoriser les investissements dans la transition verte. Davantage de fonds publics doivent être consacrés à la production d'énergies renouvelables et à l'adaptation au dérèglement climatique.
2. Associer le soutien (fiscal et non fiscal) des entreprises à un plan climatique comportant des objectifs intermédiaires pour 2030 et 2040 et des émissions net zéro d'ici 2050. Les plans climatiques des entreprises doivent également comprendre un plan de transition juste pour les travailleurs, qui tient compte de la dimension de genre.
3. La réforme fiscale est essentielle pour garantir que ceux qui sont les mieux armés contribuent équitablement à la transition climatique juste. Plusieurs options sont avancées, notamment un impôt sur la fortune, une taxe sur les transactions financières et une taxe plus cohérente sur les dividendes.

4. La Belgique doit également financer la lutte internationale contre la crise climatique, avec une contribution d'au moins 500 millions d'euros par an. Ce montant correspond à la part équitable que la Belgique, en tant que pollueur historique, doit mettre sur la table pour aider les pays à faible revenu (qui sont les moins responsables du dérèglement climatique) à réduire leurs émissions et à s'adapter aux conséquences de la crise climatique.

4.3. SYSTÈMES DE SOINS ET TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

1. Investir dans le secteur des soins de santé est essentiel pour compenser l'impact du dérèglement climatique et remédier aux inégalités en matière de soins non rémunérés. Préparer le secteur de la santé à faire face à la chaleur, à la sécheresse, aux nouvelles maladies, etc. Protéger les droits de tou·te·es les soignant·e·s et garantir un salaire décent pour les soignant·e·s rémunéré·e·s, conférer aux soignant·e·s une influence sur les processus décisionnels et prendre en compte le travail non rémunéré des femmes dans le monde entier.
2. Soutenir les personnes aux revenus les plus faibles afin de garantir l'accès universel aux soins de santé.
3. Réduire l'écart salarial entre les hommes et les femmes et promouvoir des politiques visant à préserver l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour tou·te·s.

4.4. LOGEMENT

1. Tripler le taux de rénovation en Belgique afin d'isoler plus rapidement le parc immobilier vieillissant et de le chauffer de manière durable. Commencer par les logements dont les performances sont les plus mauvaises : mettre en place un programme public de rénovation à long terme et faire en sorte que, d'ici 2040, plus aucune maison ne soit chauffée au gaz, au mazout ou au charbon. Mettre fin aux subventions des énergies fossiles polluantes, améliorer l'accessibilité et la couverture des primes de durabilité, multiplier la capacité de main-d'œuvre dans le secteur de la construction et de la rénovation durables grâce à des parcours de formation et de reconversion tenant compte de la dimension de genre.
2. Améliorer l'accès de tou·te·s à un logement adapté au climat. Construire davantage de logements sociaux qui répondent aux exigences de durabilité, établir un principe de « priorité au logement » pour les sans-abri, accueillir les demandeur·euse·s de protection internationale dans des logements de qualité décente et élaborer une réglementation du marché locatif. Soutenir les groupes en situation de précarité énergétique grâce à des mesures ciblées et tenant compte de la dimension de genre pour qu'ils dépendent moins des énergies fossiles.
3. Aménager l'environnement bâti pour une société plus verte : veiller à la végétalisation et à l'adaptation au dérèglement climatique (en commençant par les quartiers les plus bétonnés), densifier le bâti afin de vivre plus près des infrastructures et réduire la dépendance à la voiture.

4.5. ALIMENTATION

1. Augmenter les investissements dans l'agriculture durable et résiliente au dérèglement climatique, comme l'agroécologie et l'agroforesterie, en particulier pour les agricultrices et l'agriculture à petite échelle. Réformer le système de subventions en faveur de l'agriculture durable et à petite échelle.
2. Garantir un revenu décent à toutes les personnes qui travaillent dans les secteurs agricole et alimentaire.
3. Protéger les groupes les plus pauvres de la société contre les hausses de prix de l'alimentation, encourager les régimes alimentaires durables dans la population, y compris à travers les chèques-repas et les cantines des écoles et des universités, entre autres.
4. Éliminer progressivement les formes d'agriculture à forte intensité de gaz à effet de serre et soutenir les agriculteur-trice-s dans la transition verte, y compris la transition vers un emploi vert.

RÉFÉRENCES

- 1 Stockholm Environmental Institute, "Emissions Per Capita (tCO2/person) – 2019 - Europe", *Emissions Inequality Calculator*, 2023, <https://emissions-inequality.org/regional/>; zie ook Our World in Data, *Per capita consumption-based CO2 emissions*, 2021, 2021, <https://ourworldindata.org/grapher/consumption-co2-per-capita?region=Europe&country=~BEL>.
- 2 IPCC, *Synthesis report of the IPCC sixth assessment report (AR6)*, 2023, https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC_AR6_SYR_SPM.pdf.
- 3 Vlaamse Overheid, *Vlaams energie- en klimaatbeleid*, 2023, <https://www.vlaanderen.be/natuur-milieu-en-klimaat/klimaatverandering-en-energie-en-klimaatbeleid/vlaams-energie-en-klimaatbeleid>.
- 4 K. De Ridder et al., *Evaluatie van de socio-economische impact van klimaatverandering in België*, 2020, <https://klimaat.be/doc/seclim-be-2020-spm-nl.pdf>.
- 5 Copernicus, *Copernicus: 2023 is the hottest year on record, with global temperatures close to the 1.5°C limit*, 2024, <https://climate.copernicus.eu/copernicus-2023-hottest-year-record>.
- 6 European Environment Agency, *European climate risk assessment – EEA Report 01/2024*, 2024, <https://www.eea.europa.eu/publications/european-climate-risk-assessment>.
- 7 IPCC, "Chapter 8: Poverty, Livelihoods and Sustainable Development" *Sixth Assessment Report - Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*, 2022, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/chapter/chapter-8/>.
- 8 IPCC, "Mitigation pathways compatible with 1.5°C in the context of sustainable development" *Global Warming of 1.5 °C: An IPCC Special*, 2022, <https://www.ipcc.ch/sr15/chapter/chapter-2/>.
- 9 Oxfam International, *Climate Equality: a planet for the 99%: Methodology Note*, 2023, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621551/mn-climate-equality-201123-en.pdf;jsessionid=CDE2348FC7101DA3E965918764B8C4BF?sequence=5>.
- 10 IPCC, "Chapter 16: Innovation, technology development and transfer" *Sixth Assessment Report - Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*, 2022, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/chapter/chapter-16/>.
- 11 Oxfam International, *Recharging Community Consent: Mining companies, battery minerals and the battle to break from the past*, 2023, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/recharging-community-consent-mining-companies-battery-minerals-and-the-battle-t-621546/>; Fair Finance International and Oxfam International, *A Toxic Legacy: Glencore's Footprint in Colombia and Peru: European banks and investors must take responsibility*, 2023, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/a-toxic-legacy-glencores-footprint-in-colombia-and-peru-european-banks-and-inve-621550/>.
- 12 Kimberlé Crenshaw, "Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color" *Stanford Law Review* 43, no.6, 1991, <https://www.jstor.org/stable/1229039>.
- 13 Oxfam International, *Climate Equality: Methodology Note*, 2023.
- 14 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 15 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 16 European Commission, *Special Eurobarometer 538: Climate Change - Belgium Factsheet*, 2023, <https://europa.eu/eurobarometer/api/deliverable/download/file?deliverableId=88217>.
- 17 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 18 Statistiek Vlaanderen, *Kwetsbare personen blootgesteld aan hittestress*, 2021, <https://www.vlaanderen.be/statistiek-vlaanderen/milieu-en-natuur/kwetsbare-personen-blootgesteld-aan-hittestress>.
- 19 E. Ryan, Save the Children, *Born into the climate crisis*, 2021, <https://resourcecentre.savethechildren.net/pdf/born-into-the-climate-crisis.pdf/>.
- 20 Stockholm Environmental Institute, "Emissions Per Capita (tCO2/person) – 2019 - Europe", *Emissions Inequality Calculator*, 2023, <https://emissions-inequality.org/regional/>.
- 21 CarbonBrief, *Revealed: How colonial rule radically shifts historical responsibility for climate change*, 2023, <https://www.carbonbrief.org/revealed-how-colonial-rule-radically-shifts-historical-responsibility-for-climate-change/>.
- 22 CarbonBrief, *How colonial rule radically shifts historical responsibility for climate change*, 2023.
- 23 Stockholm Environmental Institute, "Emissions Per Capita (tCO2/person) – 2019 - Europe", *Emissions Inequality Calculator*, 2023, <https://emissions-inequality.org/regional/>.
- 24 Emissies van de internationale luchtvaart en scheepvaart zijn niet opgenomen in het totaal van een land of regio. Our World in Data, *Per capita consumption-based CO2 emissions*, 2021, 2021, <https://ourworldindata.org/grapher/consumption-co2-per-capita?region=Europe&country=~BEL>.
- 25 Oxfam Sverige, *Sveriges väg till en jämlik och rättvis klimatomställning*, 2023, <https://oxfam.se/wp-content/uploads/2023/11/Oxfam.Sveriges-vag-till-en-jamlik-och-rattvis-klimatomstallning.2023.pdf>.
- 26 Our World In Data, "Share of primary energy consumption from renewable sources" *Renewable Energy*, 2024, <https://ourworldindata.org/renewable-energy>.
- 27 Servet Yanatma, "Europe's energy crisis in data: Which countries have the best and worst insulated homes?" *Euronews*, 2022, <https://www.euronews.com/green/2022/12/09/europes-energy-crisis-in-data-which-countries-have-the-best-and-worst-insulated-homes>.
- 28 Björn Nykvist and Adis Dzebo, "Swedish heat energy system – new tensions and lock-ins after a successful transition" *SEI Policy Brief*, 2017, <https://www.sei.org/publications/swedish-heat-energy-system-new-tensions-and-lock-ins-after-a-successful-transition/>.
- 29 Energimyndigheten, *Ny statistik över Energianvändningen i småhus, flerbostadshus och lokaler*, 2020, <https://www.energimyndigheten.se/nyhetsarkiv/2020/ny-statistik-over-energianvandningen-i-smahus-flerbostadshus-och-lokaler/>.
- 30 Recticel, *Isolatiebarometer 2021*, 2021, https://www.recticelinsulation.com/sites/default/files/country_specific/be/whitepapers/Whitepaper_Isolatiebarometer_2021_Recticel.pdf.
- 31 Damian Carrington, "Climate Apartheid: UN Expert Says Human Rights May Not Survive", *The Guardian*, 2019, <https://www.theguardian.com/environment/2019/jun/25/climate-apartheid-united-nations-expert-says-human-rights-may-not-survive-crisis>.
- 32 IPCC, *Climate Change 2023: Synthesis Report*, 2023, https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC_AR6_SYR_LongerReport.pdf.
- 33 Oxfam, *Gendered Dimensions of Loss and Damage in Asia*, 2023, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/gendered-dimensions-of-loss-and-damage-in-asia-621556/>; Oxfam, *Climate Justice: Loss and damage action research: Case studies of Malawi, Mozambique and Zimbabwe*, 2023, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-justice-loss-and-damage-action-research-case-studies-of-malawi-mozambique-621555/>.
- 34 FAO, *Overview: The Status of Women in Agrifood Systems*, 2023, <https://www.fao.org/3/cc5060en/cc5060en.pdf>.
- 35 UNDESA, *The Effects of Climate Change on Indigenous Peoples*, <https://www.un.org/development/desa/indigenouseoples/climate-change.html>
- 36 Oxfam International, *Climate Equality: A Planet for the 99%*, 2023, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/>.
- 37 UNFCCC, *A Billion of the World's Most Climate-Vulnerable People Live In Informal Settlements*, 2022, <https://climatechampions.unfccc.int/a-billion-of-the-worlds-most-climate-vulnerable-people-live-in-informal-settlements-heres-what-they-face/>.
- 38 UNFCCC, *A Billion of the World's Most Climate-Vulnerable People Live In Informal Settlements*, 2022,.
- 39 UNDRR, *Education's Crucial Role in Community Climate Change Adaptation*, 2022, <https://www.preventionweb.net/news/educations-crucial-role-community-climate-change-adaptation>.
- 40 Oxfam, *No Accident: Resilience and the inequality of risk*, 2013, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/no-accident-resilience-and-the-inequality-of-risk-292353/>.
- 41 Statbel, *Sterftetafels en levensverwachting*, 2024, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/bevolking/sterfte-en-levensverwachting/sterftetafels-en-levensverwachting#figures>.
- 42 Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen, *De derde balans van de wet van 28 juli 2011 over genderquota in raden van bestuur*, 2019, <https://www.vlaanderen.be/document/2019-07-28-derde-balans-van-de-wet-van-28-juli-2011-over-genderquota-in-raden-van-bestuur>.

- igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/117_-_derde_balans_van_de_wet_over_genderquota_in_raden_van_bestuur.pdf.
- 43 European Institute for Gender Equality, "Regional assemblies: presidents and members (Belgium)", Gender Equality Database, 2023, https://eige.europa.eu/gender-statistics/dgs/indicator/wmidm_pol_parl_regio_wmid_region_be/hbar; Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen, *Aanwezigheid van vrouwen in de Belgische wetgevende en uitvoerende instellingen*, 2023, <https://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/politiek/cijfers>.
- 44 Universiteit van Vlaanderen, *Waarom verdienen vrouwelijke topsporters maar een fractie van de mannen?* 2023, <https://www.universiteitvanvlaanderen.be/podcast/waarom-verdienen-vrouwelijke-topsporters-maar-een-fractie-van-de-mannen>.
- 45 FOD Economie, *Kmo's volgens het geslacht van de bestuurder(s)*, 2022, <https://economie.fgov.be/nl/themas/ondernemingen/kmos-en-zelfstandigen-cijfers/statistieken-over-kmos-belgie/kmos-volgens-het-geslacht-van>.
- 46 R. Råty and A. Carlsson-Kanyama, "Energy consumption by gender in some European countries" *Energy Policy* 38.1, 2010, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0301421509005977>; Phil Grünewald and Marina Diakonova, "Societal differences, activities, and performance: Examining the role of gender in electricity demand in the United Kingdom" *Energy Research & Social Science* 69, 2020, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2214629620302942>.
- 47 Federaal Planbureau, *De koolstofvoetafdruk van de Belgische gewesten: een opsplitsing in consumptiedomeinen*, 2023, <https://www.plan.be/publications/article-2413-nl-de-koolstofvoetafdruk-van-de-belgische-gewesten-eeen-opsplitsing-in-consumptiedomeinen>.
- 48 Emission Index, *Greenhouse Gas Emissions in Belgium*, 2024, <https://www.emission-index.com/countries/belgium>.
- 49 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 50 D. Ivanova, R. Wood, "The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability" *Global Sustainability* 3, e18, 2020, https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge-core/content/view/F1ED4F705AF1C6C1FCAD477398353DC2/S2059479820000125a.pdf/unequal_distribution_of_household_carbon_footprints_in_europe_and_its_link_to_sustainability.pdf.
- 51 Oxfam International, *Confronting Carbon Inequality: Putting climate justice at the heart of the COVID-19 recovery*, 2020, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/10546/621052/1/mb-confronting-carbon-inequality-210920-en.pdf>.
- 52 Eva Van Eenoo, "Zijn diesel en benzine basisbehoeften?" *Sampol*, 2022, <https://www.sampol.be/2022/03/zijn-diesel-en-benzine-basisbehoeften>.
- 53 Statbel, *Onderzoek vakanties en reizen*, 2024, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/huishoudens/onderzoek-vakanties-en-reizen#figures>.
- 54 Oxfam International, *Confronting Carbon Inequality*, 2020.
- 55 Ivanova en Wood, "The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability" *Global Sustainability*, 2020.
- 56 Stefan Gössling and Andreas Humpe, "The global scale, distribution and growth of aviation: Implications for climate change" *Global Environmental Change* 65, 2020, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378020307779>; IEA, *The world's top 1% of emitters produce over 1000 times more CO2 than the bottom 1%*, 2023, <https://www.iea.org/commentaries/the-world-s-top-1-of-emitters-produce-over-1000-times-more-co2-than-the-bottom-1>.
- 57 Flightsfrom.com, All scheduled direct (non-stop) flights from Brussels (BRU), 2024, <https://www.flightsfrom.com/BRU>.
- 58 Statbel, Gemiddelde bruto maandlonen, 2023, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/werk-opleiding/lonen-en-arbeidskosten/gemiddelde-bruto-maandlonen>.
- 59 FOD Financiën, *Federale inventaris van subsidies voor fossiele brandstoffen*, 2023, https://finance.belgium.be/sites/default/files/Statistieken_SD/Inventaris/FFS_rapport_2023_NL.pdf.
- 60 CE Delft, *CO2 emissions of private aviation in Europe*, 2023, https://greenpeace.at/uploads/2023/03/co2_emissions_of_private_aviation_in_europe_def.pdf.
- 61 CE Delft, *CO2 emissions of private aviation in Europe*, 2023.
- 62 Statbel, *Goederenvervoer over de weg*, 2023, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/mobiliteit/vervoer/goederenvervoer-over-de-weg>; Statbel, *Luchtvaart*, 2023, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/mobiliteit/vervoer/luchtvaart>; Statbel, *Zeevaart*, 2023, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/mobiliteit/vervoer/zeevaart#figures>.
- 63 FOD Financiën, *Federale inventaris van subsidies voor fossiele brandstoffen*, 2023.
- 64 FOD Financiën, *Federale inventaris van subsidies voor fossiele brandstoffen*, 2023.
- 65 CRB/CCE, *Verslag over de loonkloof tussen vrouwen en mannen: diagnose en determinanten*, 2021, <https://www.ccecrb.fgov.be/p/nl/944/de-loonkloof-tussen-vrouwen-en-mannen-diagnose-en-determinanten>.
- 66 D. Janssens, R. Paul, G. Wets, *Onderzoek Verplaatsingsgedrag Vlaanderen 5.5 (2019-2020): Verkeerskundige interpretatie van de belangrijkste tabellen (Analyserapport)*, Instituut voor Mobiliteit, 2020, https://assets.vlaanderen.be/image/upload/v1608199124/Analyserapport_OVG_5.5_def2_mkh0go.pdf.
- 67 Janssens, Paul, Wets, *Verplaatsingsgedrag Vlaanderen*, Instituut voor Mobiliteit, 2020.
- 68 Janssens, Paul, Wets, *Verplaatsingsgedrag Vlaanderen*, Instituut voor Mobiliteit, 2020.
- 69 Florence Schulz, "Why we are far from imposing a tax on kerosene" *Euractiv*, 2019, <https://www.euractiv.com/section/aviation/news/why-we-are-far-from-imposing-a-tax-on-kerosene>.
- 70 Janssens, Paul, Wets, *Verplaatsingsgedrag Vlaanderen*, Instituut voor Mobiliteit, 2020.
- 71 FOD Mobiliteit en Vervoer, *Enquête BeMob: Toegankelijkheid van het vervoer in België*, https://mobilit.belgium.be/sites/default/files/domain/sustainable%20mobility/BeMob/BeMob2_accessibiliteit_rapport_NL.pdf; Vlaamse Oudererraad, *Slechts 25 Belgische stations volledig toegankelijk*, <https://www.vlaamse-oudererraad.be/onderzoek/mobiliteit/slechts-25-belgische-stations-volledig-toegankelijk>.
- 72 Zie o.a. Vlaamse Jeugdraad, *Duurzame Mobiliteit*, 2008, <https://vlaamsejeugdraad.be/nl/adviezen/duurzame-mobiliteit>; Caroline Criado Perez, *Invisible Women: Data Bias in a World Designed for Men*, 2019; European Union Agency for Fundamental Rights, *LGBTI Survey Data Explorer*, 2020, <http://fra.europa.eu/en/data-and-maps/2020/lgbti-survey-data-explorer>; European Union Agency for Fundamental Rights, *A long way to go for LGBTI equality*, 2020, <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/eu-lgbti-survey-results>.
- 73 Pro Velo, *Le vélo, un moyen d'émancipation pour les femmes ?* 2020, <https://www.provelo.org/conseils/velo-emancipation-femmes/>.
- 74 Ivanova en Wood, "The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability" *Global Sustainability*, 2020.; Lucas Chancel, "Global carbon inequality over 1990-2019" *Nature Sustainability* 5, 2022, <https://www.nature.com/articles/s41893-022-00955-z>.
- 75 Lucas Chancel, "Global carbon inequality over 1990-2019" *Nature Sustainability* 5, 2022, <https://www.nature.com/articles/s41893-022-00955-z>.
- 76 Oxfam International, *A billionaire emits a million times more greenhouse gases than the average person*, 2022, <https://www.oxfam.org/en/press-releases/billionaire-emits-million-times-more-greenhouse-gases-average-person>.
- 77 IEA, *Pathway to critical and formidable goal of net-zero emissions by 2050 is narrow but brings huge benefits, according to IEA special report*, 2021, <https://www.iea.org/news/pathway-to-critical-and-formidable-goal-of-net-zero-emissions-by-2050-is-narrow-but-brings-huge-ben>.
- 78 IPCC, "Chapter 1: Introduction" *IPCC Special Report on Carbon dioxide Capture and Storage*, 2018, https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/srccs_chapter1-1.pdf.
- 79 Rainforest Action Network, Banktrack, indigenous Environmental Network, Oilchange International, Reclaim Finance, Sierra Club & Urgewald, *Banking on climate chaos, fossil fuel finance report 2023*, 2023, https://www.bankingonclimatechaos.org/wp-content/uploads/2023/05/B0CC_2023_vF-05-08.pdf.
- 80 GRESEA, "Neutralité Carbone, fuite en avant climatique" *Echos* 110, 2022, https://gresea.be/IMG/pdf/gresea_echos_110_final_mise_en_ligne_ld.pdf.
- 81 Urgewald, *Investing in Climate Chaos*, 2023, <https://investinginclimatechaos.org/data>.
- 82 Nationale Bank van België, *Household wealth distribution: new NBB and ECB statistics*, 2024, <https://www.nbb.be/doc/dq/e/dq3/histo/def23ii.pdf>.
- 83 Nationale Bank van België, *Household wealth distribution: new NBB and ECB statistics*, 2024, <https://www.nbb.be/doc/dq/e/dq3/histo/def23ii.pdf>.
- 84 Eco-Business, *Corporate climate promises are growing, but company emissions are not falling: study*, 2023, <https://www.eco-business.com/news/corporate-climate-promises-are-growing-but-company-emissions-are-not-falling-study/>.
- 85 Janus Henderson Investors, *Janus Henderson Global Dividend Index Edition 37*, 2023, https://cdn.janushenderson.com/webdocs/H051569_0223_English.pdf.

Références

- 86 IEA, *World Energy Investment 2022. Overzicht en belangrijkste bevindingen*, 2022, <https://www.iea.org/reports/world-energy-investment-2022/overview-and-key-finding>.
- 87 FOD Financiën, *Federale inventaris van subsidies voor fossiele brandstoffen*, 2023.
- 88 FOD Financiën, *Federale inventaris van subsidies voor fossiele brandstoffen*, 2023.
- 89 Reuters, *Big Oil doubles profits in blockbuster 2022*, 2023, <https://www.reuters.com/business/energy/big-oil-doubles-profits-blockbuster-2022-2023-02-08/>.
- 90 Koning Boudewijnstichting, *Barometer energiearmoede*, 2023, <https://kbs-frb.be/nl/barometer-energiearmoede>.
- 91 IPCC, *Synthesis report of the IPCC sixth assessment report (AR6)*, 2023, https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC_AR6_SYR_SPM.pdf.
- 92 Oxfam België, *Het onrechtvaardige klimaatmodel van de grote Belgische bedrijven*, 2023, https://oxfambelgie.be/sites/default/files/2023-06/Het%20onrechtvaardige%20klimaatmodel%20van%20de%20grote%20Belgische%20bedrijven_0.pdf.
- 93 OECD.Stat, "Belgium", Exposure to PM2.5 in countries and regions, 2020, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5#.
- 94 IPCC, *Synthesis report of the IPCC sixth assessment report (AR6)*, 2023, https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC_AR6_SYR_SPM.pdf.
- 95 Réseau Justice Fiscale (RJF), *Memorandum en vue des élections fédérales et européennes de 2024*, 2024, https://www.cncd.be/IMG/pdf/memorandum_rjf_2024.pdf.
- 96 Ria Ivangil and Anne Sophie Lassen, "Gender gaps from labor market shocks", *Labour Economics* 83, 2023, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0927537123000696#absh001>.
- 97 CLIMACT, KU Leuven en ULiège, *Implications of the climate transition on employment, skills, and training in Belgium*, 2023, <https://klimaat.be/doc/just-transition-jobs-2023-final-report.pdf>.
- 98 Statbel, *Loonkloof*, 2024, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/werk-opleiding/lonen-en-arbeidskosten/loonkloof#news>.
- 99 IEA, "Gender Wage Gap", Gender and Energy Data Explorer, 2022, <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-tools/gender-and-energy-data-explorer?Topic=Employment&Indicator=Gender+wage+gap>.
- 100 OECD, "Belgium" *Job Creation and Local Economic Development 2023: Bridging the Great Green Divide*, 2023, <https://www.oecd.org/cfe/leed/BEL.pdf>.
- 101 Statbel, *Inkomensongelijkheden tussen vrouwen en mannen en individuele armoede*, 2019, https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/Analyse/NL/7_NL_ongelijkheid_web_v3.pdf.
- 102 Statbel, *Meer dan 2 miljoen Belgen lopen risico op armoede of sociale uitsluiting*, 2023, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/huishoudens/armoede-en-levensomstandigheden/risico-op-armoede-sociale-uitsluiting#news>; Statbel, *Inkomensongelijkheden*, 2019.
- 103 Ivanova en Wood, "The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability" *Global Sustainability*, 2020.
- 104 Statbel, *Meer dan 2 miljoen Belgen*, 2023.
- 105 IWEPS, *La structure de la propriété des logements en Wallonie et en Belgique*, 2023, <https://www.iweps.be/wp-content/uploads/2023/03/RS8-Propriete-logements-1.pdf>.
- 106 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 107 IPCC, *Climate Change 2023: Synthesis Report*, 2023, <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-cycle/>.
- 108 World Weather Attribution, *Human-Induced Climate Change Increased Drought Severity in Horn of Africa*, 2023, <https://www.worldweatherattribution.org/human-induced-climate-change-increased-drought-severity-in-southern-horn-of-africa/>.
- 109 European Environment Agency, *Air pollution levels across Europe still not safe, especially for children*, 2023, <https://www.eea.europa.eu/en/newsroom/news/air-pollution-levels-across-europe>.
- 110 World Health Organisation, *Air Pollution*, 2024, https://www.who.int/health-topics/air-pollution#tab=tab_2.
- 111 Sciensano, *(Over)sterfte in de zomer van 2022*, 2022, <https://www.sciensano.be/nl/pershoek/oversterfte-de-zomer-van-2022>.
- 112 Coördinatiecommissie Integraal Waterbeleid, *Evaluatierapport Overstromingen Zomer 2021*, 2021, <https://www.integraalwaterbeleid.be/nl/nieuws/downloads-van-nieuwsberichten/ciw-evaluatierapport-overstromingen-2021.pdf>.
- 113 Statbel, *Fiscale inkomens*, 2023, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/huishoudens/fiscale-inkomens#panel-12>.
- 114 IPCC, *Special Report: Global Warming of 1.5 °C*, 2018, <https://www.ipcc.ch/sr15/chapter/chapter-1/>.
- 115 Copernicus, *2023 is the hottest year on record*, 2024.
- 116 Copernicus, *Europe experiences widespread flooding and severe heatwaves in 2023*, 2024, <https://climate.copernicus.eu/europe-experiences-widespread-flooding-and-severe-heatwaves-2023>.
- 117 Copernicus, *Widespread flooding and severe heatwaves*, 2024.
- 118 UNDRR, *Ten extreme climate events of 2023*, 2024, <https://www.preventionweb.net/news/ten-extreme-climate-events-2023>.
- 119 Copernicus, *Widespread flooding and severe heatwaves*, 2024.
- 120 R. Daniel Bresler, "The mortality cost of carbon" *Nature Communications* 12, 2021, <https://www.nature.com/articles/s41467-021-24487-w>.
- 121 Oxfam International, *Climate Equality: Methodology Note*, 2023.
- 122 Sciensano, *(Over)sterfte in de zomer van 2022*, 2022.
- 123 PensionStat.be, *Gender & Pensioen*, 2021, <https://www.pensionstat.be/nl/kerncijfers/gender-pensioen>.
- 124 Klimasenioren, *Klimaklage*, 2024, <https://www.klimasenioren.ch/>; *KlimaSeniorinnen v Switzerland (ECTHR)*, 2024, <https://climatecasechart.com/non-us-case/union-of-swiss-senior-women-for-climate-protection-v-swiss-federal-council-and-others/>.
- 125 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 126 Ambroise Carton, Marie-Laure Mathot, Héloïse Feldmann, "Les pauvres au chaud, les riches au frais: comment les températures de nos villes mettent en évidence les inégalités entre les Belges", *RTBF*, 2023, <https://www.rtbf.be/article/grand-format-les-pauvres-au-chaud-les-riches-au-frais-les-inegalites-du-rechauffement-climatique-en-belgique-11243914>.
- 127 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 128 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 129 Sciensano, *Percentage of the population aged 15 years and over who reported that the lack of access to parks or other green or recreational public places is a serious problem in the neighbourhood - All income levels - Both genders - Belgium*, 2018.
- 130 Karim Douieb, *Brussels. A lovely melting-pot*, 2021, <https://brussels-diversity.jetpack.ai/>.
- 131 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 132 C. Jacobs et al., "Patterns of outdoor exposure to heat in three South Asian cities", *Science of the Total Environment* 674, 2019, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0048969719316079>.
- 133 Suzanne Amelie Benz and Jennifer Anne Burney, "Widespread Race and Class Disparities in Surface Urban Heat Extremes Across the United States", *Earth's Future* 9, issue 7, 2021, <https://agupubs.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1029/2021EF002016>; C.W. Tessum et al., "PM_{2.5} pollutants disproportionately and systemically affect people of color in the United States", *Science Advances* 7, issue 18, 2021, <https://www.science.org/doi/full/10.1126/sciadv.abf4491>.
- 134 Luk Bruyneel, *Health impact resulting from the introduction of low-emission zones: A comparative interrupted time series analysis of a natural experiment in three Belgian cities using individual-level health outcomes*, 2024, <https://www.mloz.be/sites/default/files/2024-04/Health%20impact%20resulting%20from%20the%20introduction%20of%20low-emission%20zones.pdf>.
- 135 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 136 OECD, *Health for Everyone?: Social Inequalities in Health and Health Systems*, 2019, https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/health-for-everyone_3c8385d0-en;jsessionid=W4LAIvD3E4yMVoEgriNdMs3MsXagcZYMawSnB7i.ip-10-240-5-61.
- 137 Sciensano, *Percentage of the households that find it hard to cover their health expenses - All income levels - Both genders - Belgium*, 2018.
- 138 Sciensano, *Percentage of the households that had to postpone medical care because of financial reasons - All income levels - Both genders - Belgium*, 2018.
- 139 International Labour Organisation, *The Unpaid Care Work and the Labour Market. An analysis of time use data based on the latest World Compilation of Time-use Surveys*, 2019, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_732791.pdf.
- 140 Steunpunt Mantelzorg, *De beleving van mantelzorgers in tijden van COVID-19*, 2020, <https://www.mantelzorgers.be/Documents/Onderzoeksrapport%20Mantelzorg%20in%20tijden%20van%20COVID-19.pdf>.

Références

- 141 CCE-CRB, Verslag over de loonkloof tussen vrouwen en mannen: diagnose en determinanten, 2022, <https://www.ccecrb.fgov.be/p/nl/944/de-loonkloof-tussen-vrouwen-en-mannen-diagnose-en-determinanten>.
- 142 WWF, *Overstromingen, een jaar later: herstel van de natuur is nog nooit zo cruciaal geweest*, 2022, <https://wwf.be/nl/actualiteit/overstromingen-een-jaar-later-herstel-van-de-natuur-nog-nooit-zo-cruciaal-geweest>.
- 143 Christian Aid, *New report: Extreme weather driven by climate change cost the world billions in 2021*, 2021, <https://mediacentre.christianaid.org.uk/new-report-extreme-weather-driven-by-climate-change-cost-the-world-billions-in-2021/>.
- 144 World Weather Attribution, *Heavy rainfall which led to severe flooding in Western Europe made more likely by climate change*, 2021, <https://www.worldweatherattribution.org/heavy-rainfall-which-led-to-severe-flooding-in-western-europe-made-more-likely-by-climate-change/>.
- 145 Vlaamse Overheid, *Vlaams Klimaatadaptatieplan: Vlaanderen wapenen tegen de klimaatverandering*, 2022, https://omgeving.vlaanderen.be/sites/default/files/2022-10/Vlaams%20Klimaatadaptatieplan%202030_0.pdf.
- 146 Statbel, *Fiscale inkomens*, 2023.
- 147 Vlaamse Overheid, *Vlaams Klimaatadaptatieplan*, 2022.
- 148 Coördinatiecommissie Integraal Waterbeleid, *Evaluatierapport Overstromingen 2021*, 2021.
- 149 Vlaamse Overheid, *Vlaams Klimaatadaptatieplan*, 2022.
- 150 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020; Helena Horton, "Mosquito-borne diseases spreading in Europe due to climate crisis, says expert" *The Guardian*, 2024, <https://www.theguardian.com/environment/2024/apr/25/mosquito-borne-diseases-spreading-in-europe-due-to-climate-crisis-says-expert>.
- 151 OECD, "Evaluation of Belgium's COVID-19 Responses: Fostering Trust for a More Resilient Society", 2023, https://read.oecd-ilibrary.org/governance/evaluation-of-belgium-s-covid-19-responses_990b14aa-en.
- 152 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020; Gezond België, *Covid-19-patiënten in algemene ziekenhuizen*, 2023, <https://www.gezondbelgie.be/nl/blikvanger-gezondheidszorg/covid-19/zorgactiviteit/epidemiologische-cijfergegevens/covid-19-patienten-in-algemene-ziekenhuizen>.
- 153 Belgische grondwet, Artikel 23, https://www.senate.be/doc/const_nl.html.
- 154 Statbel, *Nieuwe resultaten Belgisch huishoudbudgetonderzoek*, 2022, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/huishoudens/huishoudbudget>.
- 155 Ivanova en Wood, "The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability" *Global Sustainability*, 2020; Federaal Planbureau, *De koolstofvoetafdruk van de Belgische gewesten: een opsplitsing in consumptiedomeinen*, 2023, <https://www.plan.be/publications/article-2413-nl-de-koolstofvoetafdruk-van-de-belgische-gewesten-een-opsplitsing-in-consumptiedomeinen>.
- 156 FOD Economie, *Analyse van het energieverbruik van huishoudens in België in 2020*, 2021, <https://economie.fgov.be/nl/file/4671922/download?token=zjVY3xLe>.
- 157 Klimaat.be, *De uitstoot in de belangrijkste sectoren*, 2024, <https://klimaat.be/in-belgie/klimaat-en-uitstoot/uitstoot-van-broeikasgassen/uitstoot-per-sector>.
- 158 Koning Boudewijnstichting, *Barometer energiearmoede*, 2023.
- 159 Yanatma, "Europe's energy crisis in data" *Euronews*, 2022.
- 160 Statbel, *Risico op armoede of sociale uitsluiting*, 2023, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/huishoudens/armoede-en-levensomstandigheden/risico-op-armoede-sociale-uitsluiting#panel-12>.
- 161 Koning Boudewijnstichting, *Barometer energiearmoede*, 2023.
- 162 Sciensano, Percentage of the households unable to keep their home warm, All income levels - Both genders, Belgium, 2018.
- 163 IWEPS, *La structure de la propriété*, 2023.
- 164 Nationale Bank van België, *Household wealth distribution: new NBB and ECB statistics*, 2024, <https://www.nbb.be/doc/dq/e/dq3/histo/def23ii.pdf>.
- 165 Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties, *Nationaal Isolatieprogramma*, 2022, <https://open.overheid.nl/documenten/ronl-a5cd77601450cc785896d67a48b883fbcfc3cf4c/pdf>.
- 166 M. Crippa et al., "Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions" *Nature Food* 2, 2021, <https://www.nature.com/articles/s43016-021-00225-9>; Hannah Ritchie, Pablo Rosado and Max Roser, "Environmental Impacts of Food Production" *Our World In Data*, 2022, <https://ourworldindata.org/environmental-impacts-of-food>.
- 167 Ivanova en Wood, "The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability" *Global Sustainability*, 2020.
- 168 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 169 European Environment Agency, *European climate risk assessment – EEA Report 01/2024*, 2024, <https://www.eea.europa.eu/publications/european-climate-risk-assessment>.
- 170 Zie bijvoorbeeld Europol, *EU authorities target labour exploitation in the fields*, 2022, <https://www.europol.europa.eu/media-press/newsroom/news/eu-authorities-target-labour-exploitation-in-fields>; Ethical Consumer, *Produce of Exploitation: UK Supermarkets and Migrant Labour in Southern Spain*, 2023, <https://research.ethicalconsumer.org/sites/default/files/inline-files/Produce%20of%20Exploitation%20-%202023%20-%20Ethical%20Consumer%20Research%20Association.pdf>; Nederlandse Arbeidsinspectie, *Monitor arbeidsuitbuiting en ernstige benadeling 2020-2021*, 2022, <https://www.nlarbeidsinspectie.nl/publicaties/publicaties/2022/07/07/monitor-arbeidsuitbuiting-en-ernstige-benadeling-2020-2021>.
- 171 Statbel, *Tab A Landbouwcijfers 2020*, 2020, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/landbouw-visserij/land-en-tuinbouwbedrijven#figures>; De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 172 European Commission, *Statistical Factsheet Belgium*, 2021, https://agriculture.ec.europa.eu/document/download/abe63371-bb61-4f54-8a03-55653434f4fd_en?filename=agri-statistical-factsheet-be_en.pdf.
- 173 FAO, *Overview: The status of women in agrifood systems*, 2023.
- 174 Lucille Buraud, Louise Legein and Aurore Guieu, *Défricher le genre dans l'agriculture wallonne*, Oxfam België/Belgique, 2023, <https://oxfambelgique.be/publications/defricher-le-genre-dans-lagriculture-wallonne>.
- 175 Oxfam France, *Agriculture : Les inégalités sont dans le pré*, 2023, <https://www.oxfamfrance.org/rapports/agriculture-les-inegalites-sont-dans-le-pre/>.
- 176 European Coordination Via Campesina, *ECVC Policy Recommendations for the June 2024 European Parliamentary Elections and Proceeding Legislature*, 2024, <https://www.eurovia.org/wp-content/uploads/2024/04/EN-ECVC-recommendations-for-the-European-elections-in-June-2024.pdf>.
- 177 European Commission, *Special Eurobarometer 538: Climate Change*, 2023, <https://europa.eu/eurobarometer/api/deliverable/download/file?deliverableId=88211>; European Investment Bank, *Resoluciones españolas en favor del clima para 2019: reciclar, reducir residuos, utilizar el transporte público*, 2019, https://www.eib.org/attachments/press/2019-01-11_es_v02f-eib-climate-survey_media-brief-3_141218.pdf.
- 178 J. Poore and T. Nemecek, "Reducing food's environmental impacts through producers and consumers", *Science* 360, 2018; <https://josephpoore.com/Science%20360%206392%20987%20-%20Accepted%20Manuscript.pdf>.
- 179 Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid, *Voedselconsumptiepeiling 2014-2015. Rapport 4: de consumptie van voedingsmiddelen en de inname van voedingsstoffen*, 2016, <https://www.sciensano.be/nl/biblio/voedselconsumptiepeiling-2014-2015-rapport-4-de-consumptie-van-voedingsmiddelen-en-de-inname-van>; EVA vzw, *Vleesconsumptie in België blijft verder dalen*, 2022, <https://www.evavzw.be/nieuws/vleesconsumptie-belgi%C3%AB-blijft-verder-dalen>.
- 180 Vlaams Centrum voor Agro- en Visserijmarketing, *Activiteitenverslag 2021*, 2022, <https://www.vlaanderen.be/publicaties/activiteitenverslag-vlam-vlaams-centrum-voor-agro-en-visserijmarketing; subsidies inzichtelijk op het Vlaams Subsidieregister en genoemd in het activiteitenverslag>.
- 181 Ivanova en Wood, "The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability" *Global Sustainability*, 2020.
- 182 De Ridder et al., *Evaluatie*, 2020.
- 183 Fossil Fuel Treaty, *Politieke roep om een Fossiele Brandstoffen Verdrag*, 2024, <https://fossilfuel treaty.org/endorsements/#governments>.



OXFAM
Belgique